

EN ÉGYPTÉ

Nouveaux attentats des extrémistes islamistes contre les coptes

LIRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

EN CORSE

La résistance aux « séparatistes »

LIRE PAGE 7 LE REPORTAGE DE DANIELLE ROUARD

La victoire de M. Duarte au Salvador renforce la position de M. Reagan

Un espoir

Le 6 mai 1984 demeurera-t-il une date historique pour l'Amérique centrale, et d'abord pour le Salvador ? Dans cette petite république, durement frappée depuis quatre ans par une guerre civile sans merci, un timide espoir vient de se faire jour avec l'élection du démocrate-chrétien José-Napoleón Duarte à la présidence.

An regard de la démocratie classique, la victoire de M. Duarte est au-dessus de tout soupçon : trop d'observateurs d'opinions diverses étaient sur place et l'ont constaté pour que ce point soit contesté. Au nom, pourtant, de la même démocratie classique, on se prend à frissonner, rétrospectivement : et si le major d'Aubuisson avait gagné ? Si les urnes avaient, le plus régulièrement du monde, désigné comme premier magistrat du Salvador un homme réputé pour ses méthodes sanguinaires, où porter encore ses espoirs dans un monde accablé de dictatures ?

Reste la situation concrète. La guérilla tient un sixième du pays et se meut à l'aise dans un quart environ du territoire. Or, pour elle, ces élections sont une « farce ». Mais elle s'est trompée : pour un régime qui cherche à sortir d'un engagement infernal de violence, les seuls moyens sont bons - et d'abord, pourquoi pas, les urnes !

M. Duarte a tout à faire - et d'abord à administrer rapidement la preuve qu'il peut contenir les crimes des Escadrons de la mort et se faire obéir d'une armée qui, depuis plus d'un demi-siècle, a considéré le Salvador comme sa caserne. Il doit s'accrocher de toutes ses forces à une réforme agraire vivement contestée par cette aristocratie terriblement pour qui le 6 mai est un jour sombre. Il doit relancer, dans une capitale épargnée par la violence, une industrie naissante et aujourd'hui paralysée en raison de la situation générale du pays. Il doit... Que ne doit-il pas ?

Pour ce faire, il peut compter sur l'aide décidée de Washington, où le plus conservateur des présidents semble enfin avoir compris que les pirates canadiens des États-Unis en Amérique latine sont ces conservateurs égoïstes et bornés qui se proclament leurs amis. Il devrait pouvoir compter aussi sur le soutien de l'Europe de l'Ouest.

Car M. Duarte présente un énorme avantage : il n'est la marionnette de personne. C'est un nationaliste salvadorien, à la pensée vigoureusement constituée, qui a supporté, dans sa chair torturée, la politique n'est pas un jeu d'opinion, et qui est passionnément méfiant de rétro.

Les démocraties européennes ont une partie à jouer en Amérique centrale. Elles pourraient ne pas ménager leur appui à M. Duarte, en contraignant, par exemple, la gauche démocratique, aujourd'hui alliée de la guérilla, de reprendre le combat par des moyens politiques, si du moins la sécurité lui est assurée. En contrepartie, elles pourraient exiger de leur allié américain qu'il mette fin à sa guerre ouverte contre le Nicaragua : ce pays ne s'apprette-t-il pas, lui aussi, à organiser, en novembre, des élections dans des conditions particulièrement difficiles que celles qui ont régné au Salvador ?

Bien qu'aucun résultat officiel n'ait encore été proclamé ce mardi 8 mai, la victoire du démocrate-chrétien José-Napoleón Duarte ne paraît faire de doute pour personne à San-Salvador comme à Washington. L'adversaire de M. Duarte, le représentant de l'extrême droite, Roberto d'Aubuisson, reconnaissait qu'il avait un léger retard, mais ne désespérait pas, le lundi 7 mai, au fil du dépouillement, de le renouer. En toute hypothèse, la victoire du leader de la DC salvadorienne ne sera pas aussi éclatante qu'il l'espérait.

A Washington, l'administration républicaine et aussi la presse libérale se réjouissent vivement. M. Duarte - dont la victoire ren-

force la position de M. Reagan - pourrait se rendre aux États-Unis avant même sa prise de fonctions, prévue pour le 1^{er} juin.

Dans une interview accordée à notre envoyé spécial Marcel Niedergang, quelques heures avant le scrutin du 6 mai, M. Duarte indiquait que sa première préoccupation serait d'« écraser la violence » dans son pays.

A Panama, en revanche, l'élection présidentielle du 6 mai tourne à la confusion. Des bagarres ont éclaté entre partisans des candidats populistes et conservateurs, qui assurent l'un et l'autre être vainqueurs. Il y a eu quatre morts.

« Ecraser la violence... »

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - M. José-Napoleón Duarte est une force de la nature. Plusieurs mois d'une campagne épuisante pour les nerfs n'ont pas entamé la combativité ni la résolution de cet homme de cinquante-huit ans. Des menaces de mort, très précises, l'ont cependant contraint à s'entourer d'une garde particulièrement musclée et à ne pas paraître en public la semaine qui a précédé l'élection du 6 mai.

Dans son bureau, une image religieuse et un poisson stylisé sur les murs, qui est l'emblème de la démocratie chrétienne salvadorienne. « En souvenir des premiers chrétiens qui se cachaient dans les catacombes, dit-il. Comme eux, j'ai connu la clandestinité et la persécution. J'ai l'habitude des menaces et des risques. Je suis un homme de violence. Les seuls moyens sont bons - et d'abord, pourquoi pas, les urnes ! »

« Comment pensez-vous affronter les « escadrons de la mort » ? »

« Je vais les poursuivre. Il faut écraser la violence. Je vais nommer une commission spéciale qui va enquêter sur les crimes, et tout particulièrement sur le meurtre de Mgr Romero. Ce n'est pas une tâche simple, car il s'agit de mettre fin à une guerre politique qui se poursuit depuis quatre ans. On n'arrête pas une guerre comme ça du jour au lendemain. Il faut une stratégie globale pour affronter cette situation. »

« Ne pensez-vous pas que la virulence de la campagne va laisser des traces ? »

« Sans aucun doute. Et cela me préoccupe. Les gens de l'ARENA (1) m'ont traité de « communiste ». Moi, je suis poli. Je dis « monsieur d'Aubuisson ». L'extrême droite, dans ce pays, a une conception naïve et crétine. Ils hâtent l'arrivée après le premier tour ; mais c'était seulement une tactique. Au Salvador, occire quelqu'un d'être communiste, c'est le condamner à mort. Cela donne une idée de la haine qui s'est accumulée. »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG. (Lire la suite page 3.)

(1) ARENA : Alliance pour la révolution nationale, formation d'extrême droite dirigée par le major d'Aubuisson.

180 millions de dollars d'indemnités pour les anciens combattants du Vietnam victimes de l'« agent orange »

LIRE PAGE 4

Les naufragés de l'îlot Chalon

Il pleut sur Paris. Il pleut sur la rue de Chalon. Il pleut sur le passage Brunoy et le passage Ragninot. Il pleut sur les pavés défoncés et les tas d'immondices qui séparent les pauvres trottoirs. Sur la chaussée, mille rigoles vont grossir les nappes où surgent une cuillère cassée en deux, un emballage de sésame. Il pleut, ce matin, sur Paris-dope, ces trois rues lépreuses où deux hommes sont morts au cours du week-end.

Soudain, d'une épicurité, jaillissent deux silhouettes massives armées de planches, qui fondent sur un adolescent : « Telle-toi, en ne veux plus te revoir ici ! » L'adolescent décampe, manège glissant sur les pavés fuyants, se rattrape et disparaît au coin de la rue. Encore ivres de rage, les deux hommes regagnent la boutique. La scène ne cessera de se répéter toute la matinée. A coups de gardiens, de bars de fer ou de parapluies, l'îlot Chalon chasse le junkie.

La paix, la main sur la matraque et les yeux qui scrutent les fenêtres, d'où peut tomber Dieu sait quel. Un commerçant voit cracher sur leur passage.

« T'es pas content ? »

« J'ai le droit de cracher, non ? »

« Vieux singe, la prochaine fois on l'apportera des cacahuètes ! » (Rires dans la patrouille qui se hâte de regagner son fourgon.)

DANIEL SCHNEIDERMANN. (Lire la suite page 12.)

Bruce Chatwin



Les Jumeaux de Black Hill
roman
traduit de l'anglais par Georges et Marion Scali

« Le dépouillement sculptural d'un Hemingway et la vivacité inspirée d'un Lawrence. » John Updike

GRASSY

TRENTE ANS APRÈS DIEN-BIEN-PHU

Les idées et les balles

par CLAUDE CHEVALLIER-APPERT (*)

« On ne tue pas une idée avec des balles. » Ce n'est ni un pacifiste, ni un idéaliste, ni un progressiste qui fait cette réflexion, peu après son arrivée en Indochine en automne 1945, face au nationalisme vietnamien qui vient de se déclarer. Mais un chef de guerre. Pas n'importe lequel. Le libérateur de Paris, de Strasbourg, le général Leclerc, commandant le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, qui mesure que l'idée de faire accéder au pays à l'indépendance est un levain aussi puissant que celle de la dévotion. On nulle armée ne peut empêcher ce levain-là de lever. Et de se réveiller nait sa conviction qu'il faut reconnaître l'indépendance du Vietnam et traiter avec Ho Chi Minh.

Les événements n'ont pas marqué pour fonder et faire valoir la conviction de Leclerc, mais, sans doute, qu'il ne démentit à Saigon : l'indépendance du Vietnam proclamée par l'empereur Bao Dai dès mars 1945, renouée, après son abdication, par Ho Chi Minh en septembre de la même année, faisant écho à celle que, de Singapour, Indonésie et Philippines venaient de déclarer coup sur coup, avec, entre

Nouveau séisme en Italie

Les experts craignent d'autres secousses

De notre correspondant

Rome. - Un séisme d'une forte intensité a secoué, dans la soirée du 7 mai, toute l'Italie du Centre sud, et notamment la région des Abruzzes, créant de nombreuses scènes de panique dans les villages de la zone de l'épicentre. Centre Frosinone et Latina, mais aussi à Rome et à Naples où le tremblement de terre, quoique dans une moindre mesure, y a été aussi ressenti. La première violente secousse à 19 h 53, du 6^e degré sur l'échelle Mercalli, a été suivie, de deux « répliques » du 6^e degré.

Un premier bilan des victimes fait état de trois morts, une vieille femme terrassée par un infarctus, et un homme pris de panique qui s'est jeté d'une fenêtre. On déplore également une centaine de blessés, pour la plupart touchés au moment de leur fuite par des chutes de corniches ou de murs. Les dégâts causés par la secousse seraient assez importants, notamment dans les petits villages des Abruzzes. Certains, comme Opi, dans la province de L'Aquila, ont dû être totalement évacués.

(Interin.) (Lire la suite page 12.)

Echo

M. Joseph a dit à France-Inter que la presse avait sa part de responsabilité dans les « tiraillements » entre le PC et le PS. « Si vous n'y faites pas si souvent écho, ça s'est dit, ça les serait moins. »

C'est l'évidence même. Afin d'aider le premier secrétaire du PS dans sa tentative de clarification, nous avons décidé de ne plus faire écho désormais qu'aux signes de rapprochement entre les partis au pouvoir. Ce sera vite dit.

BRUNO FRAPPAT.

la ville de l'ISO

مقالات

Le Monde

idées

Les trois perceptions de la décentralisation

Régions

La loi de décentralisation entre peu à peu dans les faits. Mais les esprits sont encore loin d'en avoir mesuré la portée...

par ROBERT SCHWINT (*)

L'ÉDIFICE de la décentralisation engagée par la loi du 2 mars 1982 ne fait encore que sortir de terre...

Disons, pour conclure, qu'une bonne partie des initiés pourraient se reconnaître dans la célèbre formule « oui, mais ».

Au-delà de tous les débats et controverses suscités par les décisions de restructuration, une question reste intacte: celle des hommes et de leur amertume.

Le signe brisé

par GUSTAVE-NICOLAS FISCHER (*)

LES Lorrains sont encore en état de choc: ils cherchent désespérément à comprendre, mais ont du mal à réaliser ce qui leur arrive.

Un sentiment d'abandon

Ces ouvriers de Lorraine vont donc partir de leur usine, quitter un monde qui était leur raison de vivre...

Les craintes des « néophytes »

Restent la grande majorité des élus locaux, et en particulier les conseillers municipaux des communes petites et moyennes, les néophytes.

LU Gerald Durrell, zoologiste et conteur

PENDANT longtemps, Gerald Durrell fut connu outre-Manche comme le frère de Lawrence. Aujourd'hui sa célébrité tend à dépasser celle de son frère.

JEAN-JACQUES BARLOY.

* Pigeons roses et chauves-souris dorées, traduit de l'anglais par Florence Herbulin. Buebet-Chastel, 230 pages, 75 F.

ERRATUM. - Des erreurs et des coquilles se sont glissées dans l'article de Jean-Eric Schoell intitulé « La société, mode d'emploi »...

Advertisement for 'L'identité du psychologue' by Paul Gérin and Jean-Pierre Vignat. Includes a silhouette of a person's head and the PUF logo.

Advertisement for 'Le Monde' newspaper, listing subscription rates for various countries and contact information.

Advertisement for 'Le Monde' newspaper, listing subscription rates for various countries and contact information.

LECTION DE

Le nou

entre des grou

Un sentiment d'abandon

Ces ouvriers de Lorraine vont donc

partir de leur usine, quitter un monde

qui était leur raison de vivre; ils se

trouvent dépossédés, non seulement

d'un salaire, mais encore d'un

ensemble d'éléments inscrits dans

leurs habitudes, dans leur quotidien,

dans leur personnalité, et qui ont

habitué leur existence sociale. En

partant leur travail, ils se sentent

perdus eux-mêmes. Bien plus, ils ont

le sentiment d'avoir été abandonnés.

Ainsi donc, après avoir été vidés

jusqu'au bout, ils n'intéressent plus

personne. Les notables cherchent

quel profit tirer de la situation; les

Une longue

récomp

On oublie si vite que le travail est

une part tellement importante de la

vie de nous-mêmes. Nos maîtres en

politique voudraient que les hommes

s'adaptent aux nouvelles structures

comme une bonne pâte à un moule.

Mais on ne s'adapte que lorsqu'il y a

un avenir devant eux.

étranger

L'ÉLECTION DE M. NAPOLEON DUARTE A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR

Le nouveau chef de l'Etat devra louveryer entre des groupes de pression violents et contradictoires

De notre envoyé spécial

San-Salvador. - **Napoleon Duarte** l'emporte, mais se garde de tout triomphisme. Il s'est présenté, le lundi 7 mai, comme le président de tous les Salvadoriens. Il a lancé un appel à tous les partis en faveur du pluralisme. Il a demandé à l'ARENA (extrême droite) de faire preuve de responsabilité et de collaborer à la construction de la démocratie.

Le major d'Aubuisson, leader de l'ARENA, n'admet pas de défaite que du bout des lèvres: il demande à participer au prochain gouvernement. Quelques choses qui ressemblent à un débat démocratique moderne s'esquissent au Salvador, déchiré par la guerre et la violence depuis quatre ans, mais dont le peuple a de nouveau manifesté, le 6 mai, un remarquable sens civique.

Bien des obstacles restent pourtant à surmonter sur ce long chemin de la paix et de la réconciliation nationale.

Le leader de la démocratie chrétienne n'a pas obtenu le pourcentage de voix qu'il espérait. Sa marge est raisonnable, mais un peu faible dans le contexte salvadorien. M. Duarte a justement fait valoir, lundi, qu'une seule voix de plus que l'adversaire suffit pour se prévaloir de la majorité. Mais son pays, fragile et blessé, n'est pas encore une démocratie à l'europpéenne. D'autant plus que le prochain président - il doit prendre ses fonctions le 1^{er} juin - devra naviguer au plus près et louveryer entre des groupes de pression violents et contradictoires.

La démocratie chrétienne salvadorienne est un parti populaire, c'est évident. Mais il a été durement frappé et il manque de cadres. Les comités populaires attendent de M. Duarte qu'il remplisse sa promesse de faire un « gouvernement pour le peuple ». Qu'il lutte contre le chômage (le taux moyen est de 35 %), qu'il poursuive et reprenne une réforme agraire très discutée, qu'il s'intéresse au sort des plus humbles. M. Napoleon Duarte a été notamment soutenu par M. Camacho, le leader des associations de coopératives agricoles (ACOPRA). Les organisations syndicales, qui ont acquis un retour notable, malgré la violence et les menaces de mort, n'ont certainement pas l'intention d'être complaisantes avec le nouvel élu.

M. Duarte est habile et pragmatique. Mais il aura du mal à répondre aux requêtes de la population sans

trop heurter les milieux d'affaires, les commerçants et une petite bourgeoisie effrayée par les réformes de la démocratie chrétienne, en qui elle voit le cheval de Troie du communisme. M. Napoleon Duarte a aussi fait appel lundi au secteur privé, puissant et entreprenant dans ce petit pays sursaturé et combattu. Mais il y a une frontière - particulièrement dans la réforme agraire - au-delà de laquelle le nouvel élu risque de déclencher des vagues de violence. Il le sait et son souci majeur, à court terme, est de rétablir ce qu'il appelle les « bases de la sécurité pour tous ».

L'impartialité de l'armée

L'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) est, elle, un parti neuf dont les progrès sont spectaculaires. Son leader charismatique, le major d'Aubuisson, un officier de réserve, est un violent peu enclin à la conciliation. Mais il a beaucoup appris en quelques semaines. Son entourage l'a bien conseillé et il a fait une bonne campagne. Dimanche, il a pris une initiative de politicien professionnel: il a visité en hélicoptère la plupart des capitales départementales. Le forçage de dernière minute de ses partisans, dans la capitale et en province, leur savoir-faire et leur dévouement à la cause expliquent en partie la remontée de l'ARENA par rapport aux sondages des derniers jours.

La clientèle de ce parti est hétérogène: milieux d'affaires, bourgeoisie, moyenne et petite, grands propriétaires terriens - mais aussi un secteur de sous-prolétaires et beaucoup de petits paysans sans terre. M. Duarte triomphe dans la capitale et dans les centres urbains en général. Mais l'ARENA l'emporte dans beaucoup de zones rurales et dans les régions les plus touchées par la guérilla: Chalatenango, Cuscatlan, Cabanas, Morazan, Usulután. Partout, au fil de la guérilla est présente, l'ARENA apparaît comme un rattrapage. Le parti de d'Aubuisson gagne même à San-Vicente et à San-Miguel (dans cette dernière ville, la troisième du pays, les actions armées lancées dimanche par l'ERP (armée révolutionnaire du peuple, de Joaquín Villalobos) ont favorisé l'ARENA.

Il y a sans aucun doute dans l'ARENA des tendances faaci-

santes; mais il n'y a pas que cela. Ultrarationaliste, anticommuniste, l'ARENA n'est pas seulement, depuis le 6 mai, un parti d'extrême droite. C'est une formation puissante qui peut jouer un rôle politique important si elle ne se contente pas d'être réactionnaire. Ses chefs - en particulier les colonels qui commandent les unités en opération - ne tarissent pas d'éloges sur la façon dont le « peuple s'est comporté pendant les élections ». C'est une armée qui manque manifestement de moyens (ses bataillons d'intervention rapide n'ont pas assez d'hélicoptères et se déplacent en camion); mais elle a progressé. Toutes les troupes ne sont pas de même qualité. Une visite de différentes casernes est, de ce point de vue, très instructive. La discipline, les méthodes de combat laissent parfois à désirer. Mais c'est une armée qui a aussi maintenant des officiers de premier ordre (le lieutenant-colonel Monterrosa, commandant de la troisième brigade de San-Miguel est de ceux-là; mais il n'est pas le seul) qui donnent l'exemple.

« Non aux troupes étrangères »

L'armée dispose de bataillons d'élite, formés en partie dans la zone du canal de Panama, et, depuis 1983, au centre d'entraînement de Puerto-Castilla, au Honduras. Certains des meilleurs officiers supérieurs salvadoriens ont également suivi des cours aux Etats-Unis et à Taiwan, à l'école Ft. Benning. Les hommes et les officiers des bataillons d'élite sont capables d'affronter la guérilla, de jour comme de nuit, et de rester en opération pendant des semaines. Ceux du bataillon Arce, basé à San-Miguel, sont rentrés vendredi après dix jours et dix nuits de marche dans le Morazan, pour repartir deux heures plus

tard pour les villages isolés au nord de l'Union.

L'armée, dans sa majorité, accepte Napoleon Duarte et entend respecter la légalité et la « volonté du peuple ». Certains colonels sympathisent avec la démocratie chrétienne; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Autre problème épineux: l'armée accepte M. Napoleon Duarte car il est la garantie du maintien - et de l'accroissement - de l'aide militaire américaine. Il y a donc là un test qui sera rapidement passé par le nouvel élu. M. Duarte va entreprendre rapidement un voyage à Washington. Qu'en résultera-t-il? Les bases de la démocratie chrétienne sont manifestement contre une présence militaire américaine excessive. « Non aux troupes étrangères », a dit lundi Napoleon Duarte; « qu'elles soient américaines, nicaraguayennes ou cubaines ». Il a dit non aussi aux troupes étrangères « dans la région ». C'est une affirmation qui peut être l'amorce d'un conflit avec les chefs de l'armée.

Reste la guérilla. Elle demeure puissante, bien organisée (sur le modèle pyramidal d'une armée). Elle a, elle aussi, ses unités d'élite comme le bataillon Braz (bataillon révolutionnaire Arce Zabra) envoyé la semaine dernière dans la région d'Ilo-Ilo, dans le Cabanas, et qui occupe encore Tejupeque. Mais son comportement depuis la mi-mars est un peu cahotique. Elle agit en ordre dispersé et sa radio (Venceremos) présente des actions de desperados - comme celles de San-Miguel, dimanche - comme de « grandes victoires ». Mais elle conserve une capacité opérationnelle solide et peut à tout moment frapper un coup vraiment spectaculaire et efficace. Elle veut le « partage du pouvoir » - une revendication évidemment irréaliste. M. Duarte lui offre de s'intégrer au jeu politique légal. Il y a encore un abîme entre les deux positions. Ce n'est pas le moindre défi que doit affronter le nouvel élu.

MARCEL NIEDERGANG.

Un succès majeur pour M. Reagan

De notre correspondant

Washington. - La victoire de M. Duarte représente un succès majeur pour M. Reagan. Vivement espérée à Washington, elle va permettre au président américain de défendre de façon plus convaincante qu'auparavant sa politique centriste; d'autres se méfient de son programme de réformes. Presque tous souhaitent que le pouvoir civil ne s'immisce pas dans les affaires militaires, en tout cas pas dans les promotions. Or, aux termes de la Constitution, M. Duarte devient le commandant en chef des forces armées. C'est là une situation délicate.

Les bonnes conditions dans lesquelles s'est déroulé le scrutin, le fait surtout que ce soit à un partisan de la démocratie qu'il ait permis de l'emporter, viennent donner une justification morale à l'aide militaire que les Etats-Unis apportent au Salvador. « Le plus satisfaisant, a aussitôt déclaré, lundi 7 mai, M. Reagan, est qu'il y ait eu des élections réussies, et cela a prouvé à nouveau que des progrès vers la démocratie avaient été faits (dans ce pays) ».

Le Washington Post, qui ne ménage habituellement pas ses critiques contre l'engagement en Amérique centrale, se montre ce mardi matin presque plus enthousiaste encore en ne tarissant pas d'éloges sur le « courage », « l'intégrité », la « volonté de « réforme sociale », de « réconciliation » nationale et de respect des droits de l'homme de M. Duarte, qu'il faut maintenant aider, estime le quotidien libéral, à résister à la guérilla, à contrôler les militaires et à ouvrir le dialogue. Le principal candidat à l'investiture démocrate, M. Mondale, a abondé dans le même sens en se déclarant « heureux » de la victoire de M. Duarte et en laissant entendre qu'il serait maintenant favorable à l'octroi de crédits supplémentaires au Salvador.

Continuer l'aide aux « contras »

M. Reagan a donc maintenant de bonnes chances d'obtenir de la Chambre des représentants, à majorité démocrate, qu'elle débloque, si ce n'est les 93 millions de dollars d'aide d'urgence qu'il réclame pour l'armée salvadorienne, à tout le moins les 62 millions que le Sénat, à majorité républicaine, a déjà votés le 5 mai.

Compte tenu de la tempête qu'avaient suscitée au Congrès, juste après le vote du Sénat, les révélations sur le rôle de la CIA dans le minage des ports nicaraguayens, ce

serait déjà là une belle réussite pour M. Reagan. Il compte d'ailleurs, en appelant mercredi soir, dans un discours télévisé, les parlementaires à ne plus marchander les crédits pour l'Amérique centrale, s'engager personnellement dans cette bataille et tenter ainsi devant le pays, à six mois des élections présidentielles, une démonstration d'autorité politique sur un terrain considéré comme dangereux pour lui.

Conforter

la politique centre-américaine

L'avantage que représente l'élection de M. Duarte pour le président et le candidat Reagan ne se limite pourtant pas à cela. En refusant par deux fois, ces derniers mois, un visa d'entrée aux Etats-Unis à M. d'Aubuisson, en dénonçant officiellement aussi ses liens avec les « escadrons de la mort », le gouvernement de M. Reagan a largement contribué à la défaite du candidat de l'extrême droite salvadorienne. Les dirigeants américains se sont ainsi acquis l'avantage de pouvoir dire que ce n'est pas le renforcement des dictatures sanguinaires, mais le développement d'évolutions démocratiques qu'ils défendent en Amérique centrale face aux mouvements de guérilla et aux menaces pesant sur les intérêts géopolitiques des Etats-Unis.

Cet argument, que M. Reagan ne manquera sans doute pas de développer mercredi soir, sera fort utile pour justifier la poursuite de l'aide plus du tout secrète apportée aux mouvements de guérilla antisandnistes et essayer d'obtenir de la Chambre des représentants qu'elle vote - comme l'a déjà fait le Sénat - les 21 millions d'aide supplémentaire que l'administration voudrait leur octroyer.

Il est déjà prévu que M. Duarte vienne aux Etats-Unis d'ici à la fin du mois, donc avant même d'être officiellement investi. C'est pour son seul pays, et certainement pas pour la politique nicaraguayenne de M. Reagan, qu'il plaidera devant la presse et le Congrès américains; mais sa seule présence à Washington ne pourra que conforter l'ensemble de la politique centre-américaine du président.

BERNARD GUETTA.

Une longue patience récompensée

M. Napoleon Duarte, aussi loquax qu'on remonte dans la partie comice de sa vie, a soudain été président de son pays. C'est aujourd'hui un rêve réalisé. Fondateur, en 1960, avec un minuscule groupe de représentants de la petite bourgeoisie salvadorienne, du Parti démocrate chrétien, il en est rapidement devenu le leader incontesté.

Né en 1926, cet ingénieur est un redoutable orateur, et un « animal politique » - n'a jamais perdu l'espoir d'accomplir ses hautes ambitions, même durant les années les plus difficiles de son existence, où il vivait en exil à Caracas après les événements confus de 1972. Il avait alors échoué à faire reconnaître, même au prix d'un début de soulèvement militaire, sa victoire à l'élection présidentielle. Arrêté, torturé par les militaires, il dut s'écarter pour sept ans de cette ville de San-Salvador, dont il avait été maire dans les années 60, et où il est visiblement « chez lui ».

La démocratie chrétienne internationale (et d'abord celle du Venezuela) n'abandonne jamais cet homme dont il était évident, qu'il avait « de l'avenir ». Plus petit, râblé, fort noir, José Napoleon Duarte rayonna de conviction tout en sachant habilement concéder ce qu'il faut à l'interlocuteur pour ne point paraître secouer.

Revenu au Salvador presque aussitôt après le coup d'Etat des jeunes officiers qui avaient renversé le général Romero, incapable et corrompu, le 15 octobre 1979, il devint après l'éclatement du gouvernement d'unité nationale, président de la junte de gouvernement qui se constituait alors. On ne sait trop si l'éclatement fut, à la fin de 1980, du colonel Mejano, représentant le secteur progressiste des forces armées, a précipité M. Duarte, comme on le laisse croire. Cet événement le laissa, certes, en tête

à tête avec les militaires les plus réactionnaires, mais il écarta aussi un homme dont le « profil » aurait pu fournir une solution de rechange à la sienne - solution qui aurait, elle, sans doute eu l'aval des milieux de gauche, et peut-être de la guérilla...

M. Duarte dut, comme chef de la junte, endosser les crimes qui se perpétuaient alors au Salvador: non seulement ceux des Escadrons de la mort d'extrême droite - ce qui s'appliquait, certes, aussi de leurs liens étroits avec certains forces de l'ordre, mais aussi, ce qui était plus paradoxal, ceux - infirmité moins nombreux, il est vrai - commis par l'extrême gauche. De fait, ce fut l'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire d'un pays qui, pourtant, n'en a pas manqué. Le leader de la DC s'est défendu en faisant observer qu'il se devait de préserver l'avenir et que, pour le présent, ses sympathisants n'étaient pas épargnés par la violence des deux bords, ce qui était parfaitement exact.

Lors des élections à l'assemblée constituante, en 1982, son parti, quoique arrivé en tête, n'en dut pas moins céder la place à la coalition de la droite et de l'extrême droite. On évita certes de passer à la présidence le major d'Aubuisson qualifié de « tueur psychopathe » par l'ancien ambassadeur américain à San-Salvador, M. White, pour son rôle présumé dans l'action des Escadrons de la mort et l'assassinat de Mgr Romero, en mars 1980. Mais M. Duarte n'en dut pas moins rentrer dans le rang, tout en pratiquant une opposition « constructive » au sein de l'assemblée constituante.

Sa longue patience, son intelligence politique, sa rouerie aussi, trouvent aujourd'hui leur récompense. Mais M. d'Aubuisson saura-t-il, à son tour, pratiquer l'opposition constructive? J.-P. C.

(Suite de la première page.)

Les guérilleros qui sont dans la montagne aussi sont habitués par la haine. C'est très grave, cette montée de la haine. C'est ce qu'il y a de plus grave en ce moment dans ce pays.

- Voulez-vous lancer un appel aux insurgés?

- Il faut bien réfléchir. Si vous parlez de négociation sur la base des vingt et un points du Front Farabundo Martí (2), je dis catégoriquement: non. Il n'est pas question de négocier. Pas question de partager le pouvoir. Mais si vous songez à la recherche de possibilités permettant à la guérilla d'abandonner les armes et de se joindre à la lutte politique légale, je dis oui. Mais attention: il faut d'abord bien assurer ce que j'appelle les bases de la sécurité générale. Cela prend du temps. Et il faudra convaincre beaucoup de monde à l'idée de cette recherche de solution. C'est un grand défi.

- Est-ce que vous avez été aidés par les Etats-Unis?

- Absolument pas. J'ai même entendu dire avant le premier tour que les Américains préféraient Che-Chi Guerrero (3).

quarante mille morts

- Mais les Etats-Unis ont refusé un visa d'entrée à d'Aubuisson?

- Oui, mais c'était bien avant les élections. Moi aussi, on m'a refusé des visas, particulièrement en France. Cela dit, cette affaire de visa a peut-être joué un rôle. En tout cas, l'ARENA l'a exploitée de manière nationaliste, comme un affront au nationalisme salvadorien. Ils l'ont présenté comme une victoire. Il ne faut pas en tirer des conclusions générales. Ce qui est vrai, c'est que l'étranger intervient dans nos affaires. François Mitterrand aussi est intervenu dans les affaires du Salvador (4).

- Que pensez-vous de la mise en garde des militaires contre toute modification structurelle des forces armées?

« Ecraser la violence... »

- Je réponds que l'armée n'est pas un Etat dans l'Etat. La Constitution définit parfaitement le rôle de chacun et celui des forces armées. Un civil qui devient président de la nation devient, ipso facto, le chef suprême des forces armées. Il devient un militaire à son tour. En 1981, la situation était différente. Je n'étais que le chef de la junte de gouvernement.

- Est-ce que quatre ans de guerre ont changé le Salvador?

- Certainement. Le plus grave, ce sont nos victimes. Les quarante mille morts. Un désastre. Et aussi la dynamique de la haine et de la violence. Il est encore plus difficile de revenir en arrière avec un tel bilan. Je le dirais aussi que le peuple a acquis une plus grande conscience politique.

- Qu'est-ce que vous entendez par « communitarisme »?

- Ça vient du terme « communauté ». L'idée est d'instaurer des relations qui ne soient pas seulement de voisinage entre les hommes, mais des relations comme celles qui existent dans une même famille.

- Il peut y avoir confusion entre communitarisme et communisme?

- C'est l'ARENA qui s'est emparée de cette querelle sémantique pour faire campagne contre nous. D'après les sondages sérieux, 2% seulement se sont laissés abuser.

(2) Le Front Farabundo Martí de libération nationale, ou FMLN, regroupe les cinq organisations de guérilla salvadoriennes.

(3) M. Francisco Guerrero était le leader du Parti de conciliation nationale (PCN, une formation de droite créée par le précédent régime militaire) lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 25 mars.

(4) Allusion à la déclaration franco-mexicaine du 28 août 1981 reconnaissant au Front Farabundo Martí et au Front démocratique révolutionnaire (FDR) la qualité de « forces politiques représentatives » des Salvadoriens.

- Qu'est-ce que vous attendez de l'Europe?

- Qu'elle soit bien présente en Amérique. L'Europe est la source de la culture du monde occidental. L'Europe peut beaucoup pour nous, à tous les niveaux, économique, politique et culturel.

- Et de la France?

- Que son ambassadeur soit installé à San-Salvador. Qu'elle soit aussi bien présente. J'ai vu récemment un ministre français qui avait un peu modifié sa position, mais je ne sais rien de concret.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGANG.

LA MEMOIRE RELIGIEUSE DE L'HUMANITE A MAINTENANT SON MENSUEL: NOTRE HISTOIRE.

Notre Histoire se propose chaque mois d'interroger la mémoire religieuse de l'humanité, pour mieux éclairer le présent et imaginer l'avenir. Rédigée par des journalistes et des historiens, Notre Histoire alliera la rigueur professionnelle au plaisir de l'écriture et de l'image.

Si vous habitez l'une des villes suivantes, vous trouverez « Notre Histoire » chez la plupart des marchands de journaux: Aix-en-Provence, Amiens, Angers, Annecy, Annemasse, Bordeaux, Brest, Grenoble, Le Mans, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Nice, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Sinon, profitez des conditions avantageuses offertes aux abonnés fondateurs: 5 numéros, 80 F*. Envoyez votre adresse et votre règlement à « Notre Histoire » 163 bd Malesherbes 75017 Paris.



N°1 de Notre Histoire le 5 Mai 1984. Mensuel de 68 pages toutes en couleurs, 20 F le numéro. *Pour l'étranger, demandez les tarifs spéciaux.

قرا من الاميل

EUROPE

Le socialisme grec à l'épreuve

II. - Les États-Unis, alliés nécessaires et maudits

De notre envoyée spéciale CLAIRE TRÉAN

Le parti de M. Papandréou, le PASOK, tiendra le 10 au 13 mai son premier congrès. Quelques semaines plus tard, les élections européennes seront l'occasion de mesurer la popularité du premier ministre, dont l'opposition affirme qu'elle s'est fortement érodée en deux ans et demi d'exercice du pouvoir.

allé aussi loin qu'était allée la droite (la Grèce s'était retirée du commandement militaire de l'OTAN de 1974 à 1980), mais les bases militaires américaines, régies par un accord qui arrivait à échéance en juillet 1983, sont toujours là. Fait significatif du « style Papandréou » : le jour même où le premier ministre signait avec les Américains un accord prorogant de fait pour cinq ans leur présence militaire, son parti, le PASOK, avec les communistes, appelait les Athéniens à descendre dans la rue au cri de « US go home ». M. Papandréou, bien sûr, sut présenter l'accord comme une grande victoire grecque, insistant sur le fait qu'il pourra dans cinq ans être dénoncé par l'une des deux parties. Mais nul n'était dupe : rien d'essentiel - hormis certains avantages matériels obtenus des Américains - n'était changé sur le fond et personne - en dehors des communistes - n'y trouvait à redire.

L'erreur du capitaine

Athènes - Quelques milliers de personnes manifestent, dans les rues d'Athènes fin mars, lors de la visite du secrétaire américain à la défense, M. Weinberger. La réception d'un tel hôte, dans la capitale aurait fait descendre dans la rue un demi-million de Grecs il y a quelques années, lorsque le parti socialiste (PASOK) était encore dans l'opposition. Les troupes, incontestablement, se lassent. Est-ce à dire qu'elles ont été désabusées par le double langage du premier ministre, M. Papandréou, virulent verbeux et assez conciliant en fait? Ou bien, au contraire, que, se rendant à l'évidence, elles ont parfaitement compris le réalisme de sa politique à l'égard des États-Unis?

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir en octobre 1981, M. Papandréou tenait un discours résolument émancipateur. « La Grèce aux Grecs », disait-il à un pays qui se souvenait encore de l'époque pas si lointaine où la « démocratie » répudiée à Athènes sous couvert d'une très formelle indépendance, et qui avait quelque raison - qu'il fût de gauche ou de droite - d'en vouloir particulièrement à l'« ami américain » à qui les Anglais avaient passé le flambeau en 1947. Le soutien des États-Unis au régime des colonels, leur attitude dans l'affaire de Chypre, tout cela n'était pas si ancien et leur complaisance à l'égard de l'ennemi héréditaire - la Turquie - restait et reste encore tout à fait d'actualité.

Cette blessure dans la conscience grecque, M. Papandréou l'apaisait beaucoup mieux qu'une droite qui en son temps avait profité du soutien des Américains. Son langage était radical et se teintait des accents généraux du pacifisme ou du tiers-mondisme, de la solidarité avec tous les peuples qui entendent être maîtres de leur propre destin et le soutien au conflit entre les deux super-puissances. Si l'on ajoute que dans l'inconscient collectif des Grecs, la grande menace de l'est est, depuis des siècles... celle de la Turquie et aucune autre, on comprend le succès rencontré par le « nationalisme » de M. Papandréou. Les slogans électoraux du PASOK étaient, en 1981, « La Grèce hors de l'OTAN », le retrait des bases américaines installées dans le pays et, secondairement, la remise en cause de l'appartenance à la CEE.

Deux ans et demi plus tard, qu'en est-il? Non seulement la Grèce n'est pas sortie de l'OTAN, c'est-à-dire que M. Papandréou n'est même pas

globalement négatif », dit M. Pengalos, secrétaire d'État aux affaires européennes. Or s'il est vrai que les courants d'échanges ont été profondément perturbés par l'entrée dans la CEE, il n'est pas moins certain que la Grèce a obtenu des conditions qui sembleraient d'un favoritisme exorbitant, n'était la petitesse du pays. Les revendications que le gouvernement d'Athènes avait présentées dans son mémorandum de 1982 faisaient valoir légitimement les structures particulières de l'économie grecque : elles ont été largement exaucées. Les aides et subventions ont été nombreuses, de même que les exceptions au bénéfice de la Grèce qu'il s'agisse des mesures transitoires concernant les réglementations douanières, du lait, ou du prélevement sur la TVA qui doit financer les ressources propres de la Communauté. Le gouvernement grec n'en continue pas moins à jouer les éternels insatisfaits à l'extérieur, tout en se flattant à l'intérieur des succès remportés.

Le front des pauvres

L'échec du sommet d'Athènes avait été ressenti comme une atteinte à l'orgueil national, ou du moins à celui de M. Papandréou (à qui personne pourtant ne reprochait rien en la circonstance) et avait déclenché une nouvelle vague d'attaques du premier ministre grec contre la CEE. A l'approche des élections européennes, M. Papandréou reprend un autre type de critiques : elles sont à vrai dire purement internes : il en prend au « directoire » de la CEE (France, Grande-Bretagne, RFA), « incapable de faire face à la crise internationale du capitalisme » ; il accuse ces pays de prendre « des mesures restrictives, réactionnaires et poussant à une compétition acharnée » au détriment des plus faibles. La CEE est présentée comme un « champ de bataille » où se livre le conflit Nord-Sud (le « Sud » comprenant la Grèce, l'Italie et l'Irlande), et l'on voit un PASOK qui avait fait campagne contre l'adhésion à la CEE prôner, au motif des risques de concurrence, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté pour « élargir le front des pauvres ».

Mais si tout cela est mal vécu par les partenaires européens d'Athènes, rien n'a été aussi irritant que les positions « dissidentes » prises par M. Papandréou sur certains thèmes internationaux où l'avis de l'Europe n'a de poids que s'il est unanime. Qu'il se soit agi de la Pologne, de l'installation des missiles de l'OTAN ou de l'affaire du Boeing sud-coréen, la façon dont M. Papandréou a joué les mauvais garçons dans le cercle européen ne pouvait que satisfaire Moscou. « Nous avons été dans toutes ces affaires », dit l'un des conseillers du premier ministre, M. Nektariou, « les seuls vrais Européens, les autres se contentant d'un alignement pur et simple sur les positions américaines » ; et de reprendre l'argument bien connu de tous les partis communistes

d'Europe « contre tout ce qui risquerait d'aggraver la tension Est-Ouest ».

En fait, le prétendu « rapprochement » d'Athènes avec l'Union soviétique paraît être de même nature que le refroidissement des relations avec les États-Unis : plus verbal que concret. La coopération avec l'URSS, même après la visite à Athènes de M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, reste assez limitée. La Grèce s'est fermée, après l'entrée dans le Marché commun, à certains produits traditionnellement importés des pays d'Europe de l'Est. Ces derniers constituent en revanche un débouché important pour des produits agricoles, notamment les agrumes. Le projet de coopération le plus ambitieux est la construction, avec l'aide de Moscou, d'une importante usine d'aluminium (de 450 millions de dollars), dont la production ira pour l'essentiel en URSS. Mais ce projet - qui s'est traduit par un accord récent - avait été conçu il y a plus de six ans, alors que la Nouvelle Démocratie était au pouvoir à Athènes. C'est elle d'ailleurs qui a renoué avec l'URSS en 1978, avec la visite à Moscou de M. Rallis et, l'année suivante, avec celle de M. Caramanlis.

Sur le plan diplomatique, les positions dites « prosoviétiques » de M. Papandréou semblent correspondre davantage au souci de se démarquer systématiquement des États-Unis plutôt qu'à une complaisance vis-à-vis du grand voisin du Nord. Le souci de ménager Moscou, s'il existait, n'a d'ailleurs pas été payé de retour : le président du Conseil soviétique s'était bien gardé, lors de sa visite à Athènes, de se prononcer clairement au sujet de la querelle gréco-turque dans la mer Egée. Sur-tout, le peu d'empressement mis par Athènes en novembre dernier à condamner la proclamation unilatérale d'indépendance de la « République » du nord de Chypre a été très mal vécu à Athènes.

Démobilisation

Les pays arabes ne se sont guère montrés plus empressés en cette occasion. La politique d'ouverture vers le monde arabe lancée à l'arrivée au pouvoir du PASOK, pour contrebalancer elle aussi des relations jugées étouffantes avec les États-Unis, n'a guère porté de fruits diplomatiques. Sur le plan économique, la Grèce a perdu ces dernières années, au profit de la Turquie, plusieurs marchés importants dans les pays musulmans. Du coup, la véhémence d'Athènes vis-à-vis d'Israël commence à faiblir.

La Grèce a donc fait, ces dernières années, l'expérience d'un non-alignement purement sentimental. Elle a appris que si elle n'a pas grand-chose à attendre de l'Occident dans le conflit qui l'oppose à la Turquie, elle n'a rien à espérer du tout d'autres régions du monde.

Il reste qu'on est frappé par l'absence totale d'inquiétude dans les milieux politiques (y compris ceux de droite) et à plus forte raison dans l'opinion à propos du voisinage avec le bloc de l'Est. Cette sérénité, alors que la Bulgarie, en certains points de sa frontière, n'est qu'à une trentaine de kilomètres de la mer Egée, est sans doute explicable par l'histoire : ce pays n'a jamais eu à souffrir de la Russie. En participant à certaines des manœuvres de l'OTAN, la Grèce se prépare ainsi contre une menace dont elle ne reconnaît pas officiellement l'existence.

Cette démobilisation morale, assez exceptionnelle en Europe occidentale, n'est pas l'œuvre du PASOK, même s'il y contribue. Du moins, peut-on penser que M. Papandréou canalise un anti-américanisme dont on ne sait trop comment il évoluerait sans lui et que, dans une certaine mesure, il le désamorce.

FIN

PROCHE-ORIENT

Egypte

Les extrémistes islamistes ont repris leurs attentats contre les coptes

Le Caire. - Moins de trois ans après le vaste coup de filet qui avait suivi l'assassinat du président Sadate, et de soixante-quatre policiers, en octobre 1981, les extrémistes islamistes sont repassés à l'action. Attentats, actes de vandalisme et incendies criminels ont été perpétrés, durant les fêtes de Pâques, dans la province de Fayoum (100 kilomètres à l'ouest du Caire), jusqu'à présent épargnée par le « virus de la sédition confessionnelle ».

En effet, une nouvelle organisation extrémiste islamiste, Al Taouqouf Wal Hagra (Repli et Méditation), a pris pour cible des personnalités et des commerçants coptes de la ville de Fayoum, ont révisé les services égyptiens de sécurité et des images religieuses chrétiennes, ainsi que trois véhicules dont deux appartenaient à des personnalités coptes.

On indique de même source que les membres de l'organisation ont ébauché un attentat visant un avocat copte, auquel ils avaient tenu une embuscade. Pour les membres de l'organisation, les chrétiens sont des « impies », et il est licite d'acquiescer de leurs biens ainsi que de ceux des musulmans renégats qui frayeraient avec eux. Selon le ministre de l'Intérieur, l'organisation a été fondée par Mohamed Abdel Baqi, un ancien frère musulman, en 1980, et cherche à provoquer des troubles confessionnels en s'attaquant aux chrétiens.

On note au Caire que la reprise des activités des extrémistes islamistes ne s'est pas limitée à Fayoum, mais a largement débordé la province natale de l'ancien président de l'Assemblée du peuple (Parlement), M. Soufi Abou Taleb, qui s'était fait le champion de l'application de la Charia (légalisation islamique).

Correspondance

ment un aspect polémique. Au niveau politique, le Parti national démocratique (PND au pouvoir) du président Moubarak a pris une certaine distance en ce qui concerne l'application de la Charia depuis que les Frères musulmans - avec qui le président Sadate s'était allié pour combattre la gauche - ont rejoint les rangs du Waafd. Pour le PND, « la législation islamique est déjà appliquée sauf en ce qui concerne certains détails du droit commercial et criminel (intérêts et établissements corporels) ». D'ailleurs, ajoutent-ils, la Charia sera appliquée à ces articles - dès que les commissions parlementaires ad hoc auront terminé leur étude approfondie de tous les aspects législatifs de ces questions ».

Enfin le gouvernement a battu l'appel des cheikhs « modérés » ou « loyalistes » pour condamner l'« extrémisme religieux » tant au cours des procès du vendredi que dans les médias. A la télévision, un programme hebdomadaire est consacré depuis deux ans aux joutes oratoires entre Ulémas et islamistes. Au cours de ces débats les télespectateurs égyptiens consternés ont entendu un « barbu » affirmer qu'il a reçu des révélations du prophète Mahomet malgré tous les démentis des savants théologiens de l'université El Azhar.

On apprend d'autre part de source proche du ministère de l'Intérieur que les forces de l'ordre prennent « très ou sérieusement » l'éventualité d'une recrudescence des activités des extrémistes islamistes en « cette période sensible précédant les élections législatives prévues pour le 27 mai ». On estime dans ces milieux que les extrémistes musulmans défilés devant le parquet et les tribunaux de la sécurité de l'Etat (près de 600) depuis l'assassinat du président Sadate en 1981 ne représentent que 25 % des membres de ces organisations. « Nous avons frappé les têtes mais nous gardons l'œil ouvert pour prévenir toute velléité de reprise des activités par les autres membres de moindre importance », ajoute-t-on.

Mais la lutte du gouvernement contre les islamistes n'a pas uniquement

Soudan

PLUS DE MILLE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES DEPUIS LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

Khartoum (AFP, Reuters). - Plus de mille personnes ont été arrêtées depuis la proclamation de l'état d'urgence au Soudan la semaine dernière. Selon le quotidien Al Sahafa, les personnes emprisonnées, qualifiées par les autorités de « trafiquants », seront jugées par les tribunaux d'exception créés mercredi dernier et présidés par des magistrats civils aidés de deux officiers de l'armée ou de la police. Leur verdict sera exécuté immédiatement, sauf en cas de peine capitale, qui doit être confirmée par le chef de l'Etat.

Une campagne similaire avait été menée il y a deux ans et demi et s'était traduite par l'expulsion de plusieurs milliers de personnes de la capitale soudanaise. D'autre part, le nombre de Soudanais qui traversent la frontière pour se réfugier en Éthiopie pour fuir la répression ne cesse de croître : 13 000 en janvier, 21 000 en février... Depuis le début de mai, ils arrivent au rythme quotidien de plusieurs centaines. De tous les témoignages recueillis par l'envoyé spécial de l'AFP dans un camp du haut-commissariat pour les réfugiés, à proximité de la frontière éthiopienne, il ressort qu'enlèvements, assassinats, destructions de village et de récoltes ne sont pas des incidents isolés dans le sud du Soudan.

LA GUERRE DU GOLFE

Bagdad annonce qu'une nouvelle offensive iraquienne en direction de Bassorah est imminente

Un porte-parole du gouvernement irakien a affirmé lundi 7 mai que l'Irak était sur le point de lancer une nouvelle offensive en direction du port de Bassorah. Faisant état de « nouvelles et importantes concentrations militaires irakiennes » à l'est de Bassorah, il a ajouté : « Nous ignorons la date exacte de l'offensive iraquienne. Tant que nous savons, c'est qu'elle est imminente et pourrait être déclenchée demain ou dans quelques semaines ».

A Téhéran, le premier ministre iranien, M. Mir Hossien Mousavi, a indiqué pour sa part qu'une route de 14 kilomètres de long et 7 mètres de large avait été construite à travers les marais d'Al-Hawizé et reliée désormais à l'Irak aux îles Majnoun, au sud de l'Irak.

Les deux îlots artificiels de Majnoun, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Bassorah, ont été occupés par les forces irakiennes au cours de leur offensive du 22 février dernier. Un pont flottant de 13 kilomètres avait été installé aussitôt, mais ne permettait pas le passage de chars et de véhicules lourds. La nouvelle digue, construite dans des matériaux profonds, assure une liaison stable et permet d'acheminer sans problèmes sur ces deux îlots dont la superficie totale est de 150 kilomètres carrés, tout le matériel souhaité.

Les troupes irakiennes, après plusieurs contre-attaques infructueuses début mars, semblent avoir renoncé à récupérer ces îlots et se trouvent une cinquantaine de puits de pétrole, et ont inondé la partie méridionale de l'îlot sud, très proche de la terre ferme irakienne. - (AFP.)

POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

Après les élections législatives de 1983, le gouvernement d'Ankara ayant demandé que ses parlementaires siègent à nouveau au Conseil de l'Europe, celui-ci, avant de statuer, va examiner, le 9 mai 1984, la situation des droits de l'homme en Turquie.

Le gouvernement civil issu de ces élections devait rétablir les libertés démocratiques. Malheureusement, il n'en est rien. En dépit de la propagande largement répandue par les médias occidentaux, le régime reste non démocratique et fortement répressif : n'étaient autorisés à présenter des candidatures que les partis officiellement investis par les généraux. L'Assemblée nouvellement élue n'a aucun pouvoir de décision sans l'approbation du président de la République, le général Evren, et des membres du Conseil national de sécurité - c'est-à-dire de la junte militaire. Les libertés fondamentales ne sont nullement rétablies : liberté d'expression et d'association restent étroitement surveillées. La presse, les arts et, plus particulièrement, le cinéma sont soumis à une censure pesante.

Ces graves atteintes au droit des gens doivent être condamnées. Voilà pourquoi, aujourd'hui, et de façon pressante, nous faisons appel à tous les intellectuels, à tous les artistes, à tous les démocrates :

- pour, avec eux, exiger l'arrêt des tortures et des pendaisons dans toutes les prisons de Turquie ;
- pour le respect des droits élémentaires de l'homme aux plans économique et politique ;
- pour qu'un terme soit mis à la politique de répression et d'assimilation forcée des Kurdes de Turquie ;
- pour l'amnistie générale de tous les condamnés et détenus politiques ;
- pour l'établissement de la démocratie.

Première liste des signataires :

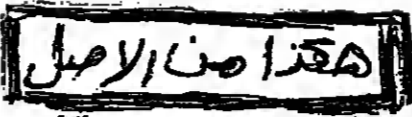
Bibi Andersson ; René Andrieu ; Paul Balmigère, député ; J.-M. Belorgey, député de l'Allier ; Georges Bustin ; Guy Chanfrault, député de la Haute-Marne ; Robert Chapuis, député, membre du bureau exécutif du Parti socialiste ; Paul Chaumat, député de la Loire ; Raymond Dumont, sénateur du Pas-de-Calais ; Guy Durbec, député du Var ; Claude Evin, député de la Loire-Atlantique, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale ; Michel de la Fourmière, Parti socialiste, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés ; Jacqueline Freyze-Cazalis ; Edmond Garcin ; Marcel Garrouste, député du Lot-et-Garonne ; José Agustín Goytisolo, Espagne ; Yilmaz Güney, cinéaste ; Jérôme Kanapa, cinéaste ; Jean Lacombe, député ; Louis Maignan ; Georges Marchais ; B.S. Mamstien, directeur du Centre dramatique national de Genevilliers ; Paul Mercoeur, député du Val-de-Marne ; Robert Moutardant ; Kendal Nezan, historien ; Louis Odru ; Vincent Porelli ; Jean Provez, député ; Emile Roger ; Michel Saint-Marie, député de la Gironde ; P. Santini, comédien ; F. Sérusclat, sénateur ; Jean-Daniel Simon ; Michel Simon, professeur à l'université de Lille ; Bernard Stasi, député de la Marne, maire d'Épernay ; Théo Vial-Massar ; Marcel Vidal, sénateur de l'Hérault ; Claude Vinci.

Signatures à envoyer à : Yilmaz GÜNEY, B.P. 592, 75830 PARIS CEDEX 17

(Publicité)

مكتبة الامم المتحدة

EUROPE ASIE



LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II EN MÉLANÉSIE

Chants et danses traditionnels ont salué le pape dans les montagnes de Papouasie-Nouvelle-Guinée

« Vous êtes un très gentil peuple »

« Pape, we love you », entonna la foule, dans une ovation frénétique...

De notre envoyé spécial... site papale en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans une aimable confusion...

Dans son discours d'arrivée, Jean-Paul II a rappelé qu'il était déjà venu en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1977...

représentants étaient apparemment hésitants entre l'utilisation de la matrasque et de leurs propres appareils photographiques...

naient à cette messe un caractère d'altérité, de joie paradoxale...

Dans ses discours et homélies, Jean-Paul II a repris comme un leitmotiv le thème de l'ancien missionnaire...

PHILIPPE PONS.

Espagne ARRESTATION DU CHEF PRÉSUMÉ DES GRAPO

Madrid (AP). - Le chef présumé des GRAPO (Groupes de résistance antifasciste du 1er octobre)...

Tchécoslovaquie L'HISTORIEN KAREL BARTOSEK DÉCHU DE SA NATIONALITÉ

L'historien Karel Bartosek, émigré en France depuis décembre 1982, a été « déchu » de la nationalité tchécoslovaque...

Roumanie Un prêtre catholique de la minorité hongroise de Transylvanie...

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI documentation sans engagement COURS LE FEAL

J'♥ LA PAIX SOVIÉTIQUES HORS D'AFGHANISTAN

L'AM.A.F.A.F., association française Les Amis des Afghans et de l'Afghanistan... AIDEZ-LES... J'envoie un chèque de...

Joie et foi confondues... Raresment Jean-Paul II a été accueilli de façon à la fois si chaleureuse et si bon enfant...

Vietnam

Trente ans après Dien-Bien-Phu

« (Suite de la première page.) Sans doute, ce choix traduisait-il les propres hésitations, les contradictions... »

quête, en particulier celle du Tonkin, cette Prusse du Nord, serait une folle entreprise... »

divise l'homme contre lui-même, avant de l'opposer aux autres. Qui met aux prises, en chacun de nous, colombe ou faucon...

Ainsi, les hasards du calendrier de l'histoire font que, dans le même temps où sont évoqués, dans ces lignes, une face meurtrière de la France à Dien-Bien-Phu... »

C. CHEVALLIER-APPERT.

La France hésite entre guerre et paix

A ses côtés, lui faisant face, pour ne pas dire front, Leclerc, qui n'avait jamais transigé, était une nouvelle fois résolu à ne pas composer...

CÉRÉMONIES À PAU

Le trentième anniversaire de la fin de la bataille de Dien-Bien-Phu a été célébré à Pau le 7 mai...

Afghanistan LA MAIN COUPÉE POUR TRENTE FAUX RÉSISTANTS

Kaboul (AFP). - Trente Afghans, accusés d'avoir commis plusieurs vols en se faisant passer pour des combattants, ont en la main droite coupée le mois dernier...

le Monde

Charles Hernu renouvèle la messe solennelle de Saint...

le Monde DE MAI EST PARU

pape tuinée

M. JOSPIN : la gauche s'est succédée à elle-même

Interrogé lundi 7 mai lors de l'émission "Face au public" de France-Inter sur le comportement du Parti communiste...

A propos des critiques émises par M. Jean-Pierre Chevènement sur la politique économique du gouvernement...

"J'entends Jean-Pierre Chevènement critiquer Jacques Delors mais approuver hautement l'action de François Mitterrand..."

Interrogé sur l'évolution de la politique économique de la gauche, M. Jospin a affirmé : "Nous n'avons pas le choix..."

Le premier secrétaire du PS considère, à ce propos, que "la grande nouveauté économique de la période, c'est la reprise des investissements en France..."

Au nom de la Corse française La résistance aux « séparatistes »

Gargèse. - Ici est née la CFR, l'Association pour la Corse française et républicaine...

Depuis, la bourgade est devenue prospère. De nombreux hôtels et commerces accueillent les touristes...

Le 2 septembre 1983 sonna l'appel à la mobilisation... Sur la place, les boulistes terminent leur partie...

Trois vite, Emile Dragacci, propriétaire d'un petit supermarché, prend la tête d'un "comité de défense"...

Le comité de défense regroupa rapidement plus de vingt-cinq signatures parmi les villageois...

Ces derniers seraient quelques dizaines, dont des Sardes, des Italiens, selon la CFR...

De notre envoyée spéciale

Aux accents de la Marseillaise et sous la bannière tricolore, la première manifestation de la CFR à Calvi réunit, le 14 janvier, près de deux mille personnes...

De ce fait, l'image «apolitique» de la CFR ressort quelque peu ternie. Le PS et le PCF ont préféré créer un autre pôle : le Mouvement

logistique de l'instance dirigeante, a été pris en flagrant délit.

La légalité est respectée. On n'arrête plus pour délit d'opinion, comme avant mai 1981...

Certains à la CFR sont même impatientés d'aller plus vite. Le gouvernement ne serait pas «assez ferme» dans sa lutte contre les séparatistes...

La chasse aux abus

«Veiller avec un soin particulier à la gestion conforme des crédits publics», c'est le tâche qui a été donnée à la commission d'enquête...

Devant la presse à Ajaccio, le 4 mai, M. Bernard a fait le point de ces actions «pour la bonne organisation des services de l'Etat et au respect de la légalité dans tous les domaines»...

financières ont été faites à la Trésorerie générale de la Chambre régionale des comptes...

La chasse aux abus et aux imperfections a touché des domaines aussi divers que les organismes sociaux, les centres hospitaliers, l'office départemental d'ILM de la Corse du Sud...

pour la Corse démocratique, mais celui-ci demeure à l'état d'embryon.

Fin juin se tiendra à Ajaccio, l'assemblée de M. Charles Ornano, bonapartiste et adhérent CFR, un grand rassemblement...

L'ex-FLNC n'a plus le soutien du silence, souligne la CFR. Les bandits comme jadis, rappellent-ils, tombent, libérés par une population qui ne supportait plus d'être rackettée...

d'Aléria, les Carliotti, à l'occasion d'un repas dominical. La «famille» au sein de laquelle, pense-t-on en Corse, beaucoup de choses peuvent encore s'arranger...

La table des Carliotti, tout l'échiquier des sensibilités insulaires représenté. Léo Battelli, porte-parole du MCA, proche de l'ex-FLNC, naguère condamné à neuf ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat...

Pour sa part, M. Dragacci, fondateur de la CFR, soulignerait que la garde à vue soit portée à six jours, comme avant. Certains ultras voudraient même en revenir aux lois d'exception...

De son côté, l'UPC dénonce, dans une lettre à M. Badinter, «des abus regrettables tant du côté de l'appareil judiciaire que du côté des forces de police et de gendarmerie»...

Une délégation d'anciens combattants d'Afrique du Nord reçue à l'Elysée. Conduisant une délégation de l'UNCAF, M. Portes de La Morandière, président de cette association, a été reçu mercredi 2 mai à l'Elysée...

APRÈS L'ÉLECTION DE NOISY-LE-GRAND Qui va diriger la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ?

L'élection de M^{me} Françoise Richard (RPR) à la mairie de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis (Le Monde du 8 mai), donne arithmétiquement à l'opposition la présidence de l'Établissement public d'aménagement (EPA) de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée...

Ce conseil est composé de quatorze membres dont sept représentants de l'Etat, lesquels ne prennent pas part à l'élection du président. Les sept autres membres sont désignés pour trois d'entre eux par le conseil régional et les conseils généraux de Seine-Saint-Denis et de Seine-et-Marne...

Compte tenu de la situation politique en mars 1983, cette assemblée spéciale était composée de vingt et un membres de l'opposition et de trente-cinq membres de la majorité...

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES M. Chirac en Gironde : il ne faut pas voter avec ses tripes mais avec son cerveau

Bordeaux. - Il aura donc fallu attendre exactement dix ans après la mort de Georges Pompidou pour que cessent officiellement les batailles fratricides dans le camp gaulliste...

Les deux porte-parole du mouvement gaulliste, qui s'étaient si rudement opposés à la mort de l'ancien chef de l'Etat (1), se sont publiquement réconciliés lundi soir 7 mai. Dans le palais du cardinal de Roban devant le Tout-Bordeaux politique et municipal, se donnant ostensiblement du «cher ami», à défaut de «cher Jacques»...

M. Jacques Chaban-Delmas avait même surpassé son concurrent deux heures de son temps à participer aux côtés de M. Jacques Chirac à un débat avec les responsables économiques du département et de la ville, placé sous l'égide de l'Union patronale de la Gironde...

Cette manifestation d'écuménisme de l'opposition sous les auspices de «chabanisme» et de «chiracisme» coïncidait surtout avec la tenue de la conférence de presse de M. Chaban-Delmas, avouant de solides raisons de penser que l'alternance politique se reproduira...

L'enjeu est d'autant plus important qu'une telle victoire entraînerait aussi pour l'opposition actuelle la conquête du conseil régional d'Aquitaine. Or, après leurs succès aux municipales de 1982, les opposants du Sud-Ouest se sentent le vent en poupe et ne cachent plus leur soif de victoires...

lers de la majorité (deux communistes et deux socialistes) qui ont été nommés au conseil d'administration de l'EPA en 1983 pour représenter les communes de la ville nouvelle. La convocation d'une nouvelle assemblée spéciale aujourd'hui, après l'élection de la liste de M^{me} Richard, compte tenu qu'elle serait formée cette fois de vingt-sept représentants de la majorité et de vingt-neuf représentants de l'opposition...

Le représentant du conseil régional d'Île-de-France appartenant à l'opposition, tout comme celui du conseil général de Seine-et-Marne, la majorité ne disposerait plus que d'un représentant au conseil, en la personne de M^{me} Adam (PCF), désignée par le conseil général de Seine-Saint-Denis, et perdrait donc la présidence de l'établissement public.

Malgré le résultat de l'élection de Noisy-le-Grand, rien n'empêche juridiquement les quatre conseillers représentant les communes de se maintenir à leur poste pour les deux années du mandat qu'il leur reste à accomplir sous la présidence de M. Daniel Guillaume, maire-adjoint communiste de Champs-sur-Marne.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Au cours de sa tournée du 7 mai, M. Chirac a visité les communes de l'agglomération bordelaise «conquises» l'année dernière sur la gauche...

«C'est là, devant près de trois mille personnes, que le maire de Paris a parlé avec force des élections européennes qui constituent aussi un enjeu national pour la préparation des échéances qui suivront, les cantonales de 1985 et les législatives de 1986»...

«L'opposition doit être unie et déterminée en vue des prochaines cantonales». L'opposition doit être unie et déterminée en vue des prochaines cantonales...

(1) Dès le lendemain de la mort, le 2 avril 1974, de Georges Pompidou, président de la République, M. Chaban-Delmas a déclaré sa candidature à l'Elysée et obtenu le soutien officiel du comité central de l'UDR. Toutefois, M. Jacques Chirac, alors ministre de l'Intérieur, estimant que M. Valéry Giscard d'Estaing avait davantage de chances de battre M. Mitterrand, avait constitué un groupe dit des «43», comprenant essentiellement des députés UDR, pour soutenir la candidature du ministre de l'Économie et des Finances qui devait être élu chef de l'Etat le 19 mai.

LA CÉLÉBRATION DU 8 MAI 1945

M. Charles Hernu remplaçait M. Pierre Mauroy à la messe solennelle de Saint-Louis des Invalides

La célébration de l'armistice de 1945, signé à Reims - où la France était représentée par le général de Lattre de Tassigny - a débuté, lundi 7 mai, par un hommage rendu, au mémorial du Mont-Valérien, aux martyrs de la Résistance par M. Jean Laurina, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

Des torchères ont été déposées en l'église Saint-Louis des Invalides, au-dessus de la crypte où ont été inhumés les maréchaux Lescœur de Haute-Corse, Juin et de Lattre de Tassigny, tandis qu'une veillée était organisée au Panthéon devant la crypte où repose le corps de Jean Moulin, organisateur et premier président du conseil national de la Résistance...

La messe solennelle célébrée, mardi matin 8 mai, à Saint-Louis-des-Invalides par Mgr Fiebig, vicaire aux armées, s'est déroulée en présence de M. Charles Hernu, ministre de la défense, remplaçant M. Pierre Mauroy. La cérémonie suivait à ce lieu, à partir de 10 h 45, à l'arc de triomphe de l'Étoile, où, par un froid assez vif, le président de la République est venu déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, signé le Livre d'or et salué les emblèmes des régiments dissous.

Le Monde DE MAI EST PARU

M. LE PEN A REIMS Heurts entre la police et des contre-manifestants : Sept blessés et une dizaine d'interpellations

Reims. - Près de deux mille personnes ont manifesté à Reims, lundi 7 mai en fin d'après-midi, pour protester contre la tenue d'une réunion publique organisée par le Front national et présidée par M. Jean-Marie Le Pen...

Pendant plusieurs heures, des escarmouches ont opposé les contre-manifestants aux forces de l'ordre. Ces incidents ont fait sept blessés parmi les forces de l'ordre; trois d'entre eux ont été hospitalisés. Il a été procédé à une dizaine d'interpellations.

Le cortège, après avoir marqué une halte devant l'ancien quartier général de la Gestapo s'est dissolu dans le calme. Cependant, plusieurs centaines de personnes, échappant au contrôle des responsables, ont tenté, dans la soirée, de se rendre sur les lieux du meeting. A une centaine de mètres du chapiteau sous lequel avaient pris place un millier de militants du Front national, elles ont scandé des slogans hostiles au parti de M. Le Pen et peu amènes à l'endroit de M. Falala, député, maire (RPR) de Reims, à qui il avait été demandé, en vain, d'interdire le rassemblement.

M. LE PEN A REIMS Heurts entre la police et des contre-manifestants : Sept blessés et une dizaine d'interpellations

Reims. - Près de deux mille personnes ont manifesté à Reims, lundi 7 mai en fin d'après-midi, pour protester contre la tenue d'une réunion publique organisée par le Front national et présidée par M. Jean-Marie Le Pen...

Pendant plusieurs heures, des escarmouches ont opposé les contre-manifestants aux forces de l'ordre. Ces incidents ont fait sept blessés parmi les forces de l'ordre; trois d'entre eux ont été hospitalisés. Il a été procédé à une dizaine d'interpellations.

Le cortège, après avoir marqué une halte devant l'ancien quartier général de la Gestapo s'est dissolu dans le calme. Cependant, plusieurs centaines de personnes, échappant au contrôle des responsables, ont tenté, dans la soirée, de se rendre sur les lieux du meeting. A une centaine de mètres du chapiteau sous lequel avaient pris place un millier de militants du Front national, elles ont scandé des slogans hostiles au parti de M. Le Pen et peu amènes à l'endroit de M. Falala, député, maire (RPR) de Reims, à qui il avait été demandé, en vain, d'interdire le rassemblement.

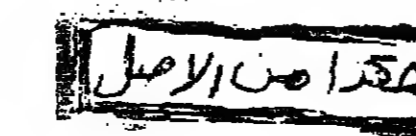
M. LE PEN A REIMS Heurts entre la police et des contre-manifestants : Sept blessés et une dizaine d'interpellations

Reims. - Près de deux mille personnes ont manifesté à Reims, lundi 7 mai en fin d'après-midi, pour protester contre la tenue d'une réunion publique organisée par le Front national et présidée par M. Jean-Marie Le Pen...

Pendant plusieurs heures, des escarmouches ont opposé les contre-manifestants aux forces de l'ordre. Ces incidents ont fait sept blessés parmi les forces de l'ordre; trois d'entre eux ont été hospitalisés. Il a été procédé à une dizaine d'interpellations.

Le cortège, après avoir marqué une halte devant l'ancien quartier général de la Gestapo s'est dissolu dans le calme. Cependant, plusieurs centaines de personnes, échappant au contrôle des responsables, ont tenté, dans la soirée, de se rendre sur les lieux du meeting. A une centaine de mètres du chapiteau sous lequel avaient pris place un millier de militants du Front national, elles ont scandé des slogans hostiles au parti de M. Le Pen et peu amènes à l'endroit de M. Falala, député, maire (RPR) de Reims, à qui il avait été demandé, en vain, d'interdire le rassemblement.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH L'ANGLAIS EN ANGLETERRE



CHRONOLOGIE

Avril 1984 dans le monde

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurat paraît chaque mois dans le Monde de mercredi, entre le 6 et le 12. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

ÉTRANGER

1. - FRANCE-GABON : M. Pierre Mauroy achève au Gabon une visite officielle de quarante-huit heures ; plusieurs entretiens avec le président Bongo ont permis de sceller la réconciliation entre Paris et Libreville. M. Mauroy fait escale au Tchad avant de regagner Paris le 2 (31/III, 3 et 4/IV).

13. - NICARAGUA : Alors que le gouvernement de Managua fait face à une offensive sans précédent des « contras », les guérilleros de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de M. Eden Pastora prennent le contrôle de San-Juan-del-Norte, petit port de la côte atlantique proche du Costa-Rica. La ville est reprise le 17 par les forces sandinistes (du 14 au 21, 14 et 28).

15. - IRAN : Les Iraniens votent pour élire les 270 députés de leur Parlement parmi les 1 203 candidats agréés par la justice islamique. Les résultats de ces secondes élections législatives depuis l'instauration de la République islamique ne sont pas connus en avril (14, 15-16 et 17).

FRANCE

6. - Mort d'André Wormser, écrivain, éditeur à l'Humanité (7, 8-9 et 12).

18. - Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur l'enseignement privé qui mécontente aussi bien les laïques que les responsables catholiques. Mais c'est surtout contre le projet de décret prévoyant la titularisation des maîtres du privé que ces derniers protestent. Mgr Lustiger, archevêque de Paris, avait affirmé dans une déclaration diffusée le 17 : « Je dis non à un processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique » (6, 7, 10, 11, du 15 au 26 et 28/IV, 2/V).

CULTURE

4. - M. Mitterrand déclare au cours de la conférence de presse qu'il est favorable à l'introduction de la publicité sur les radios locales privées (6, 7, 8-9, 12, 13, 14, 18, 22-23 et 24).

La question du Proche-Orient

2. - ISRAËL : Trois terroristes ouvrent le feu à la mitraille et lancent des grenades sur la foule en plein centre de Jérusalem. Une personne est tuée et quarante-sept autres blessées ; l'un des agresseurs est aussi tué et les deux autres arrêtés. L'attentat est revendiqué par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawaaneh (du 3 au 9).

13. - ISRAËL : Quatre terroristes qui avaient déjoué la veille l'autobus Tel-Aviv-Aschkelon sont tués par l'armée israélienne. Une soldate israélienne est également tuée. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache revendique la responsabilité de cette attaque. Une commission d'enquête est créée le 27 sur les circonstances de la mort d'un des membres du commando, photographié vivant après sa capture (du 14 au 20, 26 et 29-30/IV, 2/V).

19. - LIBAN : M. Amine Gemayel s'entretient à Damas avec M. Hafez el Assad pour la deuxième fois en moins de deux mois, alors que, depuis le 15, le cessez-le-feu prévu par la conférence de Lausanne est à peu près respecté à Beyrouth et dans la montagne. Le 25, le désengagement des forces de l'ing de la ligne de front est avancé : mille deux cents policiers libanais et cent soixante observateurs dont quatre-vingt Français se sont interposés entre les belligérants (du 6 au 29).

La sidérurgie, les communistes et le pouvoir

Le 2, M. Georges Marchais, invité de L'Express de « réitérer son soutien », déclare que « si l'esprit n'a la lettre », des accords PS-PC ne sont respectés et estime que si le président de la République maintient ses décisions concernant les restructurations industrielles, il doit admettre qu'il s'est « trompé » en 1981.

11. - ÉTATS-UNIS : Le tribunal fédéral de New York rend un jugement modéré dans l'affaire des transferts illégaux de capitaux vers la Suisse, organisés par la banque Paribas. M. Pierre Moussa, ancien PDG de Paribas, est relaxé (26).

Économie

2. - LOGEMENT : M. Paul Quilès annonce dix mesures pour relancer l'achat et la construction de logements (3 et 4).

Économie

9. - AFFAIRES : Le gouvernement autorise le groupe japonais Sumitomo à racheter la société Dunlop-France (10 et 11).

Économie

10. - PATRONAT : M. Yvon Gattaz demande une « réforme fiscale en profondeur » pour « relancer l'investissement productif » et propose la création d'emplois nouveaux à contraintes allégées (11, 12, 13 et 24).

Économie

11. - AFFAIRES : L'Assemblée nationale adopte en première lecture deux projets de loi réformant le droit des faillites : l'un transforme la procédure de règlement judiciaire, l'autre supprime la profession de syndic et modifie le statut des administrateurs judiciaires (du 6 au 13).

Économie

19. - SOCIAL : La direction de Michelin annonce son intention de supprimer 4 920 emplois en favorisant les départs volontaires (19, 20 et 21).

SCIENCES ET FUTUR

3-11. - Trois cosmonautes, dont un Indien, rejoignent à bord du vaisseau spatial soviétique Soyuz-T-11, la station orbitale Salyut-7, à bord de laquelle trois autres cosmonautes séjournent depuis le 6 février (3, 5, 6, 8-9, 12, 17, 20, 25 et 28/IV, 2/V).

Un choix d'enquêtes et de reportages

IRAK : Le siège de la guerre (4, 5 et 6). FRANCE : La poste en souffrance (17 et 18). DOSSIER : La sécurité routière en France (18). FRANCE : La bataille de la modernisation industrielle (19 et 20). HONGKONG : Une passerelle entre deux mondes (22-23). TAIWAN : Taiwan face aux infidélités de l'ami américain (26 et 27). PORTUGAL : L'ex X de la liberté (26).

Le Monde

culture

NOTES

Théâtre

« ANCIENNEMENT CHEZ LOUISE »

Un parfum froid

On pourrait, pour vivre l'aventure, improviser la vie, comme on disait naguère, décider un beau jour d'aller au bout de sa ligne d'autobus, là où on n'est jamais descendu. On trouverait un café fermé « Anciennement chez Louise », et l'on rencontrerait un enfant qui lit Zola dans le métro, à cent pas de son arrêt, comme s'il n'attendait pas le bus.

L'homme tentera maladroitement d'engager le dialogue, de sortir du carcan de ses habitudes. L'enfant est un rien opaque, renfermé dans ses images et ses secrets, fier. Pourtant, entre eux, le mystère du café fermé les entraîne peu à peu vers une vraie rencontre et une exploration de l'autre côté du mur avec ses verres poussiéreux - quel fut le dernier verre ? - ses bouteilles colorées et le sort de Louise - est-elle en Amérique ?

C'est une situation, et comme l'ébauche d'un sujet qu'à choisi pour son dernier spectacle François-Pillet, de la Pomme Verte.

Ce spectacle, peut-être un peu court, souffre d'un excès de pudeur, de retenue : il exhale un parfum un peu froid, en dépit de la présence certaine de Bernard Montali (l'homme) et de Barthélemy Robin (l'enfant). Le sujet, pour être très fort, manque de chair.

BERNARD RAFFALLI

* La Pomme Verte, Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse, rue Louise-Michel, 75500 Sartrouville. Tél. : 16.3.914-33-51.

Art

Couleurs à La Villette

Des « journées de la couleur » auront lieu, mercredi 9 et jeudi 10 mai, dans le cadre du Musée national des sciences et des techniques, à La Villette. La couleur, phénomène biologique, outil publicitaire, élément de composition architecturale, ou matière première de la peinture et de l'image cinématographique, fera l'objet de conférences données par des personnalités du monde scientifique, des universitaires ou des artistes. Une vingtaine de courts métrages réalisés par des « plasticiens de la couleur » et des documentaires à caractère scientifique sont prévus en soirée (211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 240-27-28).

INSTITUT

Mort de l'historien Pierre-Maxime Schuhl

Pierre-Maxime Schuhl, membre de l'Institut, est mort dans la nuit du 6 au 7 mai. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. Ses funérailles auront lieu le 10 mai après-midi, à 15 heures, dans l'église de Saint-Jacques. Le corps sera inhumé le 10 mai, à 8 heures du matin, 7, avenue de Suffren, à Paris.

Né le 28 juin 1902 à Paris, Pierre-Maxime Schuhl avait été reçu à l'École normale supérieure à l'âge de dix-neuf ans. Il était licencié et docteur en lettres, licencié en sciences (physiologie générale, botanique, minéralogie), agrégé de philosophie. Sa carrière universitaire a commencé à Poitiers et s'est achevée à la faculté des lettres de Paris, devenue université de Paris-IV-Sorbonne, où il enseigna l'his-

MUSIQUE

« LE MARIAGE SECRET », à l'Opéra-Comique

Tout va bien à bord

La grande question, à l'opéra, est de savoir si le ténor finira par épouser la soprano et comment ils viendront à bout des pièges du baryton, vainqueur l'obstination de la basse et déjoueront les intrigues menées par le contrat. Dans le *Mariage secret*, de Cimarosa, le problème vient précisément de ce que les deux jeunes premiers sont déjà mariés clandestinement, et c'est ce qui les sévera.

Créé à Vienne en 1792, commandé par l'empereur Léopold II qui en ordonna une seconde exécution après avoir offert une collation à tous les interprètes, *Il matrimonio segreto* a été adapté d'une comédie anglaise de Colman et Garrick (qui s'inspirait des gravures de Hogarth) par Giovanni Bertati, le rival et le successeur de Da Ponte, qui le tenait en piètre estime quoiqu'il lui ait emprunté toute la trame de *Don Giovanni*. Situé à la croisée de deux mondes, succédant de deux mois à la mort de Mozart et précédant de quelques jours la naissance de Rossini, cet opéra-bouffe dans la tradition napolitaine peut être considéré selon de multiples points de vue.

Déjà on y entend des effets de crescendos et des répétitions de notes dont Rossini fera son miel, tandis que la composition elle-même marque un recul par rapport à Mozart : les formules abondent, le rythme dramatique est moins serré, et à l'orchestre, on n'entend jamais qu'une seule idée à la fois, rarement exploitée d'ailleurs. Les meilleurs moments de la partition se trouvent dans les deux *finale* et dans le second acte. Le livret n'est pas fertile en rebondissements mais il sait ménager et même accroître l'intérêt jusqu'à son dénouement. Il ne s'agit donc pas d'un ouvrage capital ou profondément original mais d'un divertissement intelligent et sans prétensions.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu le spectacle présenté à la salle Favart depuis le 28 avril (1) dans une production de l'Opéra de Cologne, qui a déjà voyagé et va le faire à Metz, à Nancy, à Strasbourg, au prix Swes, 1983-84, au Stadler Theater de Londres. Dans un décor de Jan Schlubach représentant, selon les indications du livret, un grand salon qui communique avec plusieurs appartements, dans les tons gris de la pierre nue, les personnages évoluent comme dans une comédie bourgeoise, avec juste ce qu'il faut de vulgarité pour faire rire une partie du public, mais on est loin de ces excès qui défiguraient *Tom Jones* il y a quelques années ou de ces vaines relectures dont la mode commence enfin à passer. Régis dans ses moindres détails, c'est un spectacle qui fonctionne bien, selon

l'expression des gens du métier, et qui se laisse écouter.

La distribution, exempte de vedettes et qui varie légèrement selon les soirs, est homogène. On peut placer en tête Aida Ferrarini (Carolina), dont le timbre clair séduit dès l'abord, et regretter que Marta Szirmay (Fidalma) soit obligée de forcer une voix plus à l'aise dans la légèreté, sans être réellement exceptionnel. Vinson Cole possède cette voix de ténor mozartien qu'exige le rôle de Paolo; Michèle Lagrange (Elisetta), Carlos Feller (Geronimo) et Claudio Nicolai (le Comte) appellent le même commentaire.

L'équilibre entre la fosse et le plateau, toujours délicat à la salle Favart, empêche de juger impartia-

lement le travail du chef. Réduit à trente-cinq musiciens environ (qui peuvent changer d'une représentation à une autre), l'orchestre n'a pas pour autant les qualités qu'on attendrait d'une formation de chambre; l'exécution ne pêche pas par excès de raffinement dans les nuances, mais, en dépit de quelques accidents de parcours, tout va bien à bord sous la direction alerte de Cyrill Dieudonné. Il faut accorder une mention toute particulière à Dimitri Yakov, dont les interventions au clavier, pleines d'invention et d'à propos, contribuent à donner au récital un intérêt plus vif qu'à l'ordinaire.

GÉRARD CONDÉ

(1) Prochaines représentations les 8, 11, 14, 18 et 21 mai à 19 h 30.

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE TOKYO

Le lyrisme secret du Japon

En tournée pour la première fois à travers l'Europe, l'Orchestre philharmonique de Tokyo, comme l'écrit son président M. Akio Morita, « est en quelque sorte l'incarnation de la passion japonaise pour la musique classique ». Sa discipline, son homogénéité exceptionnelles, expriment une tension démesurée vers la perfection. Dans l'ouverture du *Carnaval*, de Dvorak, l'ensemble tourne à plein rendement, avec une raideur quelque peu militaire qui cède dans la partie médiane à une poésie de clair de lune, d'une infime qualité.

La *Cinquième symphonie* de Chostakovitch, si impressionnante dans son écartèlement entre l'angoisse de l'homme irremédiablement solitaire et sa recherche d'une fusion dans un grand courant populaire, trouve une expression émouvante dans un travail de haute précision dont le jeune chef, Tadaaki Otaka, mime chaque détail, enchaîne les lignes, et calibre les sonorités. On souhaiterait parfois plus de liberté, plus de soufflé et d'imagination autour des notes, un lyrisme plus tempéré et plus slave. Pourtant il y a quelque chose de bouleversant dans cette construction

sacharée d'un monde visionnaire, qui aboutit dans le largo, et surtout le beau thème russe si simple, à une image très pure, une douceur pleine de tendresse, où l'ère qui s'est battu longtemps contre lui-même et contre le monde qui l'entoure rend les armes.

La poésie, le rêve, habitent le *Concerto pour violon*, de Toru Takemitsu, intitulé *Orion et les pléiades*, créé ce lundi par l'Orchestre philharmonique de Tokyo. Un merveilleux soliste, au jeu fin, net, trépidant, Tsuyoshi Tsutsumi, recrée de l'intérieur ce chant qui se déploie pensivement à travers les lignes les plus imprévues, les plus acrobatiques parfois, sur un beau décor de sonorités sidérales, de taches lumineuses. C'était tout le lyrisme secret du Japon qui s'inscrivait à l'intérieur de la tradition occidentale.

JACQUES LONCHAMPT. P.S. L'Orchestre philharmonique de Tokyo jouera ce mardi 8 mai au Théâtre des Champs-Élysées la même ouverture du *Carnaval* de Dvorak, avec la *Symphonie pastorale* de Tchaïkovski, et le *Concerto pour piano* d'Akio Yashiro.

ROCK

JOE JACKSON AU ZENITH

Le génie de la synthèse

La scène vide, à peine éclairée, un instrumentarium sans bande magnétique et, dans la salle, c'est déjà le délire. Hurllements, ovations, avant même d'entrer en scène, Joe Jackson a gagné la partie. Cette partie, il l'a gagnée sans concession, sans jamais aller chercher son public, à son rythme, menant une carrière au gré de ses humeurs, changeant de style régulièrement et de dehors des modes et des courants. Aujourd'hui, il est seul dans son domaine : enfant du rock émané, s'y référant à l'occasion pour les attaques et l'énergie, mais pour le reste - les influences, les attitudes, l'esprit - il est ailleurs.

Soutenu par une formation de choc, qu'il a présentée le lundi 7 mai au Zenith comme « le meilleur groupe qu'il ait jamais eu », Joe Jackson verse dans le latino-américain, mêlé de funk pimenté de swing, avec des penchants de plus en plus sensibles pour le jazz. Mélodies capiteuses, pulsions chaotiques et rythmes torrides, les compositions privilégient claviers et cuivres qui en sont la trame essentielle, la guitare, discrète, se réservant une fonction rythmique.

Quel que soit le genre abordé, ce qu'il y a de plus frappant dans la création de Joe Jackson, c'est son sens de l'assimilation. Musicien dans

l'âme, il a le génie de la synthèse, tirant le meilleur parti de ses influences multiples, éclatées, et les adaptant à son identité.

Son statut de star, il l'a obtenu à son insu, presque malgré lui, il suffit de le voir sur scène pour comprendre que c'est la dernière de ses préoccupations. Chaleureux, un grin pataud avec ses allures de benêt maladroit, cherchant le contact avec le public mais exigeant de lui le silence, et se prenant un peu trop au sérieux, il se croit obligé d'introduire chaque morceau (dans un français approximatif). Et quand il s'essaye à quelque plaisanterie, on frise la catastrophe.

Pourtant, c'est aussi cela qui le rend attachant, différent, cette façon de prendre à cœur la moindre intervention, d'être sur scène comme on reçoit des invités. Cette conviction forcée qu'il pose sur tout : quand il chante, habité, stimulé, la voix vibrante et le timbre noir gorgé de soul, ou quand il souffle dans son saxophone. Joe Jackson est l'un des musiciens les plus importants du moment sans qu'il cherche à nous le faire savoir. Rien n'est plus rafraîchissant.

ALAIN WAIS.

* Discographie chez CBS.

CINÉMA

GÉRARD PHILIPPE

Un séducteur et son temps

Une carrière commencée tôt, au théâtre et au cinéma : le rayonnement exceptionnel d'une personnalité en laquelle la jeunesse de l'immédiate après-guerre trouva son héros, son symbole : une mort prématurée, le 25 novembre 1959, quelques jours avant son 37^e anniversaire, ont fait de Gérard Philippe une légende. On a beaucoup écrit sur lui. Mis à part les souvenirs et témoignages recueillis par Anne, sa femme, et Claude Roy, l'essai de Georges Sadoul et ce récit discrètement émouvant qu'est *Le Temps d'un soupir* d'Anne Philippe, ouvrages et articles, quel qu'ait été le talent de leurs auteurs, ont, d'une façon générale, contribué à placer cette légende sous les projecteurs bien réglés de l'émerveillement et de la nostalgie.

Le Gérard Philippe de Pierre Cadars ne dérange pas, avec une volonté iconoclaste, cette belle et pieuse ordonnance. Le livre cherche simplement à l'expliquer et à le dépasser, en reprenant le parcours de l'homme et de l'acteur.

Né pour sa part en 1944, Pierre Cadars n'a pas connu le phénomène TNP et les enchantements de la cour du palais des papes à Avignon, la fièvre du CTA et l'uniforme romantique du *Prince de Hambourg*; quant aux films, il les a découverts, pour la plupart, en dehors de l'époque où ils ont été tournés. On parlerait bien de « recul historique », si l'expression n'était un peu trop sèbe. L'auteur a consulté les archives, s'est appuyé sur des témoignages tout en s'impliquant lui-même dans cette exploration du passé.

Avec lui, ce passé vivant, cohérent, retrouve l'atmosphère sociale et idéologique de 1942 (l'année où Philippe Gérard, comme il s'appelait alors, débuta, à Nice, dans un petit rôle d'une pièce de Roussin) à 1959, tournant radical de nos institutions. Fin de l'occupation allemande, les espoirs de la libération, la rénovation culturelle de l'après-guerre, les retombées de la « guerre froide » sur les événements intérieurs de la IV^e République, tout cela appartient à l'histoire personnelle de Gérard Philippe.

Il y avait, chez Gérard Philippe, la séduction de la jeunesse et elle s'est conservée jusqu'au bout d'où la fascination qu'il a exercée dans *l'Idiot*, *Le Diable au corps*, *La Chartruse de Parme*, *Une si jolie petite plage*, *Juliette ou la clef des songes*, *Fanfan la Tulipe*, *les Belles de nuit*, *les Orgueilleux*, *Monsieur Ripois*, *le Rouge et le Noir*, *les Grandes Manœuvres*, *Montparnasse 19* et *Por-boutille*, pour ne citer que les interprétations dominantes, les meilleures, à notre sens.

Au cinéma comme au théâtre, Gérard Philippe a pleinement vécu son temps. L'originalité du livre, magiquement illustré par des photographies qui n'ont pas déjà été montrées partout et proventement, en grande partie, des collections de Freddy Buache à la Cinémaèque de Lausanne, tient à ce ressuscitement des années 45-50, à leurs glissements, leurs secousses, leur effervescence, aux idéalisations durement balayées par la réalité, aux crises de conscience.

Ainsi, aujourd'hui, un cinéphile qui s'est donné le temps de connaître et de réfléchir, sans préjugé, peut-il écrire sur Gérard Philippe, non pas « un livre de plus » mais un livre nouveau. L'exigence de l'honnête-acteur fut - le public le ressentait instinctivement - la constante d'une attitude humaniste. Autant biographe qu'étude psychologique, l'ouvrage de Cadars rend à Gérard Philippe, avec pudeur, la véritable image de lui-même.

JACQUES SICLIER.

* Gérard Philippe, Éditions Henri Veyrier, collection « Cinéma » dirigée par Claude Gauvreau, 216 pages illustrées, 128 francs. Pierre Cadars avait déjà consacré à Gérard Philippe un chapitre de son précédent ouvrage chez Veyrier *Les Séducteurs du cinéma français (1928-1958)*.

■ PRÉSENCE DE LA ROUMANIE... - Un colloque international sur le thème « Présence de la Roumanie en France et en Italie » est organisé du 9 au 11 mai à l'université de la Sorbonne nouvelle (Paris III), 113, rue de Sceaux, Paris 5^e.

THÉÂTRE

« LES LINGES DU TEMPS », de Bruno Carlucci

Gauche toute : la bonne lessive

Les Linges du temps est une suite de tableaux rappelant des faits de l'histoire de la France, des Croisés du XI^e siècle jusqu'au jour d'aujourd'hui.

L'actualité, chemie faisant, est entendue, ressentie, commentée, dans une blanchisserie, ce qui est une bonne idée. Les draps, les chemises, il a fallu toujours les laver, selon des méthodes qui ont changé. Une blanchisserie, c'est une France en petit, il y a là le travail et le patronat, il y a tout de suite une question majeure puisque la main-d'œuvre fut surtout féminine, et il y a aussi les personnes dont le linge est bouilli, pressé : hommes politiques, professions libérales, clergé, mais aussi hommes du peuple lorsqu'ils sont aux armées et que les blanchisseuses essaient de récupérer les linges de corps ensanglantés.

Les auteurs de ce long spectacle ont vu grand (conception et mise en scène de Bruno Carlucci, dialogues de Jean-Pierre Léonardini, direction d'acteurs de Viviane Théophilides, décors et costumes d'André Acquart, musique de Anne-Marie Fijal et Jean-Louis Chauvemp). Les décors, très étudiés, figurent aussi bien des champs de bataille que des bords de rivières, des avenues, et bien sûr, sans cesse, les

buanderies qui ébangent avec le temps. Une équipe importante d'acteurs a été très bien bâillonnée : vêtements multiples, historiquement exacts, et aisés, naturels. Un orchestre sur le côté de la scène : musique, vieilles chansons françaises qui alternent avec des airs qui rappellent Brecht.

C'est comme si le public feuilletait un beau livre d'images sonores, claires, soignées, avec paroles fortes dans les bulles. Tout cela bien fauché, mais même sur une durée de cinq heures (en deux sessions : *la Coule* et *la Saignée*), la saisie d'une infinité d'événements et d'idées très riches, devient nécessairement un peu plus résumée. Ces *Linges du temps* gagnent dès lors une allure - parole d'évangile - qui, dans l'ambiance des salles de théâtre habituelles, avec tant d'auteurs, à des analyses plus raffinées, fait un peu trop « peinture naïve ».

A la belle étoile, aux mois d'été, les soirs de fête, dans un climat de détente bon enfant, *les Linges du temps* trouveraient un bon plus juste. C'est du beau théâtre de campagne, de plein air.

MICHEL CURNOT.

* Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 20 h 30.

Air Canada, c'est aussi les USA. Grande nouvelle : les USA sont voisins du Canada. Du coup, Air Canada peut vous emmener facilement à New York, Boston, Cleveland, Chicago, Dallas, Houston, Miami et Tampa. Le savez-vous ? Vers Los Angeles et San Francisco, c'est Air Canada qui assure, à des prix comparables et en Service Intercontinental, les liaisons parmi les plus rapides (départ 14 h 35 - arrivée 19 h 45) Et sans doute les plus confortables : une seule escale, Toronto, où vous passerez en même temps les douanes canadienne et américaine. Pensez-y, USA n'est aussi avec Air Canada. Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages. C'est si bon que vous voudrez rester à bord. AIR CANADA Intercontinental

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

société

L'AVENIR DE L'ILOT CHALON A PARIS

POURQUOI SI TARD ?

mairie et la préfecture se renvoient la balle

Opération coup de poing et polémique ont ébranlé le lot du quartier Chalon après les rives du week-end qui ont fait deux morts lundi 7 mai après-midi les CRS ont interpellé vingt-deux personnes dont seize ont été mises à la disposition de la justice judiciaire pour des faits de stupéfiants et de violence.

La mairie de Paris, de son côté, a communiqué mardi 8 mai au conseil municipal qu'elle avait voté le plan de rénovation du quartier en novembre 1980. Le 2 février 1984 que le conseil municipal a déclaré cette opération publique. La préfecture a immédiatement riposté en disant qu'elle n'avait pas voté la loi de finances qui prévoit le programme de rénovation parvenu à la préfecture le 27 février 1984.

Mais nos conseillers municipaux socialistes, M. Georges Sarre

est au pilori « la majorité de droite au conseil de Paris, puis le maire qui, depuis onze ans, ont enterré le dossier de rénovation du quartier ». Il estime « inconcevable » que la Ville impute à l'Etat la responsabilité de la situation et il demande à M. Chirac de « faire son devoir et de se concerter avec l'Etat pour implanter dans l'Ilot Chalon des logements et pour y rétablir la sécurité ».

Enfin, un quatrième communiqué, rendu public lundi 7 mai, émane des élus communistes au conseil municipal. Ceux-ci accusent M. Chirac et M. Paul Pernin, maire du douzième arrondissement et député (CDS) de « l'avoir rien fait pendant des années pour rénover l'Ilot alors qu'ils en avaient le pouvoir ». Les élus du PC demandent que la rénovation démarre sans délai et que l'on commence par « éliminer systématiquement tous les loeux occupés par des squatters ».

Ce sera plus vite dit que fait. L'Ilot de Ville affirme que « le réaménagement de l'Ilot Chalon constitue une priorité absolue et que M. Chirac a donné des instructions pour accélérer le relogement de ceux qui y ont droit, y compris les travailleurs étrangers en situation régulière ».

Mais les difficultés commencent aussitôt. Combien y a-t-il d'habitants dans ce secteur ? Combien de propriétaires et combien de locataires ? Personne ne le sait car le dernier recensement a été un fiasco dans l'Ilot. On estime « au kilomètre » que le nombre de personnes à reloger avoisine le millier. En trois mois, une trentaine d'entre elles ont reçu des propositions de réinstallation dans d'autres arrondissements. Elles les ont refusées. Dans ces conditions, les démolitions ne peuvent guère avancer. Trois immeubles seulement sur les cinquante concernés ont été jetés à bas et une dizaine d'autres murés. D'ici à la

fin de l'été, permet la mairie, ces bâtiments seront à leur tour livrés aux démolisseurs.

Le « nettoyage » ne peut se faire qu'avec de grandes précautions. « Toute rénovation est une opération chirurgicale traumatisante », explique M. Raymond Fekik, directeur de la SEMEA Chalon (1). « Il n'est pas question de bouleverser la loi et encore moins les habitants qui souffrent déjà de l'insécurité régnant dans leur quartier. Toute la difficulté consiste évidemment à trier l'ivraie du bon grain. Or, parmi le bon grain, il y a des personnes qui n'ont aucun bail mais qui sont des locataires de bonne foi. Tout cela prendra du temps. Bien que les services soient à présent mobilisés pour accélérer les choses, la première opération trier prendra au moins deux ans. »

Les naufragés

(Suite de la première page.)

Aux Isières du ghetto, sur le trottoir de la rue de Chalon, une poignée d'acheteurs de drogue s'agglutinent, qui évitent de se regarder, des vendeurs interdits. Scandaliés de cette entrave à la liberté du commerce, la clientèle de l'Ilot commente sans passion les événements. « Ils délirant, les « rebus » (1), depuis dimanche. De toute façon, les plus voleurs, ce sont les épiciers arabes, qui vendent une petite cuillère 15 francs. » Une bonne cinquantaine de « junkies », les mains tremblantes, la démarche raide, la peur des flics et la peur du manque qui rivalisent au coin des lèvres. Les moins courageux attendent au chaud, dans le hall des déjeunés du TGV de la gare de Lyon, à attendre dans les salles d'attente et tournent autour des composteurs. Chargés de valises, des voyageurs les boussaillent.

une demi-heure durant, sur les trottoirs de la rue de Chalon, c'est une hallucinante veste à la crête. On imagine des accostages furtifs, des échanges honteux dans la pénombre des porches. « Shootentes nerves, shootentes nerves ! », crient des vendeurs, sur le ton des « chocolats glacés » des omelettes de cinéma, un sac en plastique plein de seringue à la main. Les noms des « dealers » les plus sûrs s'échangent tranquillement. Les acheteurs les plus avisés circulent d'un « dealer » à l'autre en goûtant la marchandise.

Teste-drogue

Et, quelques mois, l'Ilot Chalon est devenu à la fois le supermarché et le « fast food » de la drogue. Du fond de toutes les boutiques, de plus loin encore, s'y pressent les amateurs. La « came » achetée, on consomme précipitamment, sur le pouce. Ces derniers jours, profitant du beau temps, on se piquait là, sur les trottoirs, comme on aurait dégusté un fruit acheté à l'éclair. L'hiver dernier, on émigrerait plutôt vers les toilettes de la gare de Lyon, où, chaque matin, on nettoie des taches de sang et on vide des poubelles pleines de seringues et de caillères.

La police ! On aperçoit un gyrophare au bout de la rue. Le trottoir est aussitôt abandonné aux voyageurs. « Rav-le-bol de Chalon, malgré un policier et descendant du fourgon. C'est Le Pen qu'il nous faudrait ! » Promenade de santé dans la rue Raguinot, coup de matraque à gauche et à droite, sous les vives des habitants arabes, toujours armés de leurs gourdes. Et le fourgon repart, laissant le trottoir libre aux transactions avant l'arrivée vers 15 heures — pour quelques heures cette fois-ci — de plusieurs cars de CRS.

Miraculeusement, entre les rafles et les meurtres, la vie s'obstine. Quatre mille habitants continuent de peupler ces 9 hectares de misère. Jeunes, familles, personnes âgées : « Il y a quelques années, du temps des Chinois, c'était calme, raconte une mère de famille qui ramène de l'école sa fille de douze ans. Plusieurs fois, mon père de dix-huit ans s'est fait tirer par le bras pour lui en proposer. Mais les vendeurs sont des étrangers au quartier. Dans mon immeuble, nous avons des squatters, mais aucun problème avec eux. »

Au fil des années, les « derniers des Mohicans » ont vu fuir leurs voisins de palier. « Mais où partir ? », demande cette jeune mère de famille marocaine, auxiliaire de vie dans une association d'aide aux handicapés, qui partage avec son mari maçon et un bébé d'un an une pièce de 20 mètres carrés environ. A son propriétaire — la SNCF — elle règle un loyer de 109 francs par mois. « Le propriétaire dit que tout va être démolit, et il ne veut pas faire de frais dans l'immeuble », sourit-elle en montrant, sur son palier, le trou par où passent les rats. Tout sera démolit et le trottoir de l'Ilot Chalon. Alors ni mort-sans-nas ni commissariat, ni réflexion, des façades qui tombent en morceaux... Mais de pauvres expédiés pendant que s'accroît la pourriture.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

LE SNE-SUP LANCE UN PRÉAVIS DE GRÈVE DES EXAMENS

Opposé au projet de décret réformant les carrières universitaires, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) appelle ses adhérents à pratiquer « la grève des examens pour la présente session ». Cette organisation a déposé un préavis de grève auprès du gouvernement « incluant le refus de communiquer les sujets, le refus de surveiller les épreuves, de corriger les copies, de communiquer les notes et de participer aux jurys ».

Le SNE-Sup, qui a obtenu quelque 4 700 voix aux dernières élections universitaires, rassemble un dixième des 40 000 enseignants du supérieur, mais l'action annoncée risque de rencontrer un écho plus large. En effet, nombre d'enseignants, de tous grades, critiquent un projet de réforme des carrières qu'ils jugent « inadapté » et souvent « archaïque » (le Monde du 21 mars).

A NEW-YORK

Les seringues du Lower East

Au cœur de Manhattan se trouve Lower East Side, le quartier des immigrés juifs d'après la dernière guerre, devenu, au fil des ans, la capitale américaine des dealers. La drogue circule en effet librement à Alphabet City dont les rues, au-delà de Topkin Square, portent comme noms des lettres : C comme cocaïne, D comme dope. Les immeubles abandonnés, les débris accumulés, la vie qui semble s'être retirée donnent à ce quartier des allures d'une ville évanouie par la guerre. Un Ilot Chalon à la puissance dix, quatre proportions garées, Beyrouth à quelques pas de Wall Street.

On entre chez Ladio le cœur serré ; l'immeuble, un entrecôté, est plongé dans l'obscurité depuis trop longtemps, l'escalier totalement vermoulu et des gravats jonchent le sol. Au deuxième étage, on pénètre dans la « shooting gallery », cet antre où Ladio pour 2 dollars, loue des seringues à des malheureux : cinq dollars cent après-midi — cinq cents comme cocaïne. D comme dope. Les immeubles abandonnés, les débris accumulés, la vie qui semble s'être retirée donnent à ce quartier des allures d'une ville évanouie par la guerre. Un Ilot Chalon à la puissance dix, quatre proportions garées, Beyrouth à quelques pas de Wall Street.

Des bougies éclairent leur taudis, des jerrycans d'eau sont leur seul équipement ménager. Ils sont là depuis cinq mois après avoir quitté un hôtel meublé de Bowery, peuplé de grands malades mentaux : la municipalité new-yorkaise a décidé en effet, il y a dix ans, pour cause d'économies budgétaires, de vider les hôpitaux psychiatriques, et les malades ont été condamnés à s'installer tant bien que mal dans des logements de fortune : « Ça volait à bas, ça tuait, raconte Bobby. J'ai reçu un coup sur la tête en marchant dans un dortoir une nuit. Aussi j'ai préféré venir ici où on est plus tranquille. » Il a posé pourtant tout près de lui un méchant bâton de cuivre pour se défendre contre d'éventuels intrus.

Toute la journée, un mauvais sec sur le dos, ils ont mené, volé de la nourriture dans les supermarchés, pris des vieux restos dans les poubelles et revendu le

tout à des restaurants bon marché. Ainsi peinent-ils leurs doses de drogue étrange de plus. L'un, à cause d'une bagarre, n'a plus de dents à la mâchoire supérieure et l'autre a un abcès purulent à cause d'une veine manquée par la seringue : « C'est comme un cauchemar vivant, dit l'un d'entre eux, on vit au jour le jour ou plutôt on s'évade. »

Combien sont-ils ainsi ? Personne ne pourrait le dire, et la police est discrète. Les seules voitures à rôder dans ce quartier sont celles de drogués qui viennent ici s'approvisionner, souvent des membres de la classe moyenne américaine. En juillet 1982, un étudiant du Vermont, spécialisé dans le trafic entre son université et les dealers de Lower East Side, fut assassiné à New York. York Times lui consacra sa « une » et une grande enquête. La situation de Lower East Side est connue de tous.

On impute, ici ou là, la passivité des pouvoirs publics, à des liens troubles entre les gros bonnets de la drogue et les autorités. La réalité semble plus prosaïque : « On traitait tous ces gens, nous a confié un proche collaborateur du maire de New-York, si on détruisait le quartier ? Au moins, ils sont faciles à contrôler. » Et où iraient, en tout cas, dans un New-York aux loyers extrêmement élevés, les immigrés les plus récents, souvent d'origine hispanique ?

Tina, une solide Porto-Ricaine qui habite un immeuble rénové dans le cinquième rue, ne se voit venir mille part ailleurs : « Tous les jours nous nous connaissons et nous bécotons en paix. On n'a absolument pas peur. » Et sur les murs du quartier ce seul graffiti : « Speculators out ». Comme s'il y avait un consensus, des autorités aux habitants du quartier, pour un statu quo éternel.

NICOLAS BEAU.

Nouveau séisme en Italie

Cette région des Abruzzes touchée par la secousse est une zone à très forte sismicité. Le 13 janvier 1915, à quelques dizaines de kilomètres plus au nord, elle avait été

dévastée par un très violent séisme qui causa 33 000 morts et détruisit totalement la ville d'Avezzano.



Le séisme du 7 mai a suscité d'autant plus de peur et de préoc-

PHARMACIE
MEDECINE
classe préparatoire
CEPES
NEUILLY ET QUARTIER LATIN
87, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 75234.P.A.
75230.18 — enseignement supérieur privé

UN NUMÉRO SPÉCIAL DES «TEMPS MODERNES»

Defferre, M. Dufoux et le droit de vote des immigrés

Il n'est pas habituel d'un numéro de la revue fondée par Jean-Paul Sartre s'ouvre sur une parole officielle, en l'occurrence celle d'un ministre et d'un député d'Etat. Mais ce n'est pas un hasard si le numéro spécial que les Temps Modernes consacrent aux « Maghrébins en France » aux faits et mythes concernant cette immigration, commence pourtant par deux longuets entretiens avec M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, et M. Georges Dufoux, secrétaire général de la famille, de la jeunesse et des travailleurs immi-

grés, qui précèdent une série d'articles, très riches en faits culturels, sociaux et politiques, sur l'immigration maghrébine en France, permettant, selon les auteurs, de juger « de la réalité existante et de la réalité vécue ».

Procès en attendant qu'elle soit oubliée ? Proposition entendue, réalisons quelques questions. Les réponses de M. Dufoux et de M. Defferre ne nous ont pas surpris. Le débat reste ouvert, dit-il en substance.

Quant à ce que le vote de communautés étrangères aux élections de la Sécurité sociale « a été de devoir et de droits avec la communauté française (...) s'est tenu dans des conditions respectables ». M. Dufoux ajoute : « Le vote politique est un autre problème. Dans les pays où le vote politique a été donné, c'est à dire essentiellement en Suède, il est administratif : le vote communal. En France, le vote communal est une affaire municipale, puisque les conseils municipaux élisent ensuite les députés. Ils sont grands électeurs. Le droit de vote était donné aux étrangers, mais il aurait été subordonné au statut plus grand pour les politiques de tous bords, donc

une possibilité d'insertion probablement plus grande. Mais le vote politique est lié à la nationalité et, par conséquent, il n'est peut-être pas sûr de fait s'attendre à joindre les deux. C'est un débat sur le vote politique, sur la nature politique de l'engagement au regard de la nationalité qu'il faut avoir. Je suis ferme sur ce point. »

Pas de décision

Et M. Dufoux ajoute : « Cela dit, et tant qu'il n'y a pas de prise de position ferme sur ce thème, je crois que la participation des communautés étrangères à la vie locale est sélective et que la création de commissions proches des municipalités pour prendre en main les intérêts particuliers des communautés étrangères est important. »

Interrogé par M. Claude Lantier, qui lui demande si les immigrés « se regardent comme une force politique, dans la mesure où ils ont conscience d'être une force économique », M. Gaston Defferre répond : « Non, ils ne se considèrent pas comme une force politique puisqu'ils n'ont pas le droit de vote. Pour l'instant, M. Defferre, la proposition de participation des immigrés aux élections locales « n'a pas été précisée et n'a fait l'objet ni de discussions approfondies, ni de décisions. Je suis un militant et membre du gouvernement. Nous n'en avons pas délibéré. Mais je protège ceux (des immigrés) qui travaillent régulièrement. Je le fais parce que je trouve cela juste ».

M. Defferre estime, d'autre part, que l'intégrisme change les données du problème immigré. Les entreprises, selon lui, « prennent pied dans les maquis », « font du profitisme », ont « des consignes d'agression et de violence », apportent des « soutiens logistiques (...) à ceux qui commettent des attentats ». « Cela rend la cohabitation des communautés beaucoup plus problématique », conclut M. Defferre.

Les Maghrébins de France, numéro spécial des Temps Modernes, mai 1984, 633 pages, 132 F.

LES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Le Conseil supérieur de la recherche adresse un « avertissement solennel » au gouvernement

La communauté scientifique est inquiète. Les récentes annulations de crédits de recherche décidées par le gouvernement de M. Jacques Delors (Monde du 17 avril) et les perspectives budgétaires pour l'année prochaine ne sont pas de nature à rassurer les chercheurs. Aussi, pris entre l'angoisse paralytante et un optimisme actif, ont-ils décidé de constituer un comité d'urgence pour l'intermédiaire du Conseil supérieur de la recherche et de la technologie (CSRT) qui dresser « un avertissement au gouvernement pour l'année 80 ». Profond désaccord, aujourd'hui, sur les réductions et annulations de crédits de recherche, mais au moins la sécurité des grands choix de l'Etat. En contrepartie, le gouvernement, et qui est qu'il mette fin à l'opacité de l'industrie secrète contre les chercheurs. M. Laurent Fajays ne s'appréhendait pas que : « L'Etat doit être le garant de la régulation des élections dans le cours des exercices moins d'années, la préparation budgétaire doit être l'objet de la recherche industrielle.

et de programmation de la recherche, au point de conduire à l'abandon de cette orientation politique.

2) Les méthodes qui ont présidé aux révisions budgétaires successives — en particulier les annulations de crédits en cours d'exercice — affectent la cohérence d'ensemble de la politique de recherche et développement. Le conseil « ne saurait admettre » que la préparation, par chapitre et par organisme, de telles décisions, n'associe pas étroitement le ministre compétent, c'est-à-dire celui de l'industrie et de la recherche.

3) Les orientations fondamentales d'une politique scientifique et technique définie par le Parlement et par le Plan doivent être sauvegardées : en garantissant une politique de recrutement et de formation scientifiques dans les organismes et pour les entreprises ; en assurant la continuité de l'activité des organismes et laboratoires de recherche en leur fournissant les moyens de s'adapter aux nouvelles technologies ; en incitant enfin la reprise de la recherche industrielle.

(Suite de la première page.)

Peu après la secousse, deux colonnes de secours, organisées l'une par le ministère de la défense et l'autre par les pompiers, partaient de Rome vers la région de Frosinone. Des hélicoptères militaires ont aussitôt décollé pour rejoindre les villages isolés par les glissements de terrain et dresser un premier constat des dégâts.

Le ministre de la protection civile, M. Zamberletti, qui se trouvait à Naples, est aussitôt retourné dans la capitale pour coordonner les secours.

Les premières réactions recueillies par les journalistes, sitôt arrivés sur les lieux, concordent pour témoigner de la violence de la secousse. Ainsi, M. Silvio Antonello, maire communiste de San-Donato-Veduggio (le village situé à l'épicentre), affirme : « Toutes les maisons ont tremblé pendant plusieurs dizaines de secondes. J'avais l'impression que si ça continuait, tout allait s'effondrer. Mais, finalement, il y a eu plus de peur que de mal. Quelques personnes ont été blessées, mais rien de très grave. Mais les dégâts au patrimoine immobilier sont assez importants. Il ne sera possible d'en constater l'exacte ampleur qu'après l'expertise. »

SPORTS

L'INAUGURATION DU BARRAGE « ANTI-CRUE » DE LA TAMISE

Arrêter la mer

Londres. — Arrêter la mer et sauver Londres. Telle est, ni plus ni moins, la fonction de l'étonnant ouvrage d'art qui devait être inauguré, le 8 mai, par la reine Elizabeth. De conception tout à fait originale et spectaculaire, le barrage « anti-crue » de la Tamise devait, accessoirement, devenir un lieu d'attraction plus court que la tour de Londres, au dire des responsables de l'entreprise, qui n'hésitent pas à faire de ce nouveau monument la « huitième merveille du monde ».

L'Angleterre est en train de sombrer. Cette affirmation ne doit pas être prise au sens figuré. Ce n'est pas l'un de ces stupides méchancetés que l'on échange traditionnellement par « mésestime cordiale » de part et d'autre de la Manche. Ce naufrage est une réalité d'ordre strictement géographique. Tandis que le nord-ouest de la Grande-Bretagne se soulève, le sud-est s'enfonce dans la mer du Nord de 30 centimètres par siècle. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, cette inclination est extrêmement rapide. L'Angleterre n'est une île que depuis peu. Il y a seulement huit mille ans, elle était encore rattachée au continent, et l'estuaire du Rhin, dont la Tamise était un affluent, se situait entre Dieppe et Brighton.

Flux et reflux

Au cours des cent dernières années, le niveau des marées croissantes au point de Londres a augmenté d'environ 76 centimètres car, de surcroît, le sous-sol de la capitale britannique, constitué d'une couche d'argile tendre, a tendance à s'affaisser. Londres est doublement livrée aux périls de la mer. Sous certaines conditions météorologiques, indépendamment du mouvement prévisible des marées, des flux venus de l'autre bout de l'Atlantique et s'engouffrant dans le goulot d'étranglement qu'est la mer du Nord peuvent provoquer, dans la basse vallée de la Tamise, des inondations catastrophiques. Londres en a connu à

De notre correspondant

plusieurs reprises dans le passé, notamment au treizième et au dix-septième siècle, mais plus récemment aussi, en 1928 et 1953, quand des raz de marée ont causé la mort d'une centaine de personnes dans la seule région de Londres. En 1976 et en 1978, les quais de Westminster ont été presque submergés. Par chance, la vague est revenue au moment des basses eaux. Mais le danger et sa fréquence augmentent sans cesse.

On estime qu'une superficie de 116 kilomètres carrés, sur laquelle vivent plus d'un million d'habitants, était directement menacée. Le coût d'une nouvelle inondation a été évalué à plus de 3 milliards de livres (36 millions de francs). Il n'était plus possible et suffisant de continuer à surélever les berges comme on l'avait souvent fait auparavant. Aussi, en 1970, a été mis au point le projet de la construction, près de Greenwich, d'un barrage mobile entouré en aval de digues destinées à contenir le flot arrêté. Mobile, parce que le risque ne dure que quelques heures par an et parce que, en temps ordinaire, la circulation fluviale doit rester libre.

Même si le port de Londres a considérablement perdu de son importance et que ses principales installations se trouvent maintenant plus loin à proximité de l'embouchure de la Tamise, trente-six mille navires passent encore chaque année à Woolwich, l'endroit précis où se dresse le barrage. Il est constitué, sur les 520 mètres qui séparent les deux rives, de dix énormes piliers de béton entre lesquels sont placées des portes métalliques qui, normalement, reposent à plat sur le lit du fleuve et peuvent, au moment voulu, se dresser à la verticale en un quart d'heure, sous la poussée de puissants vérins. Chacune des quatre portes centrales est large de 65 mètres, haute de 20 et pèse environ 1 300 tonnes.

La solution était audacieuse et elle en donne immédiatement l'impression avec l'architecture étrange des piliers. Ceux-ci sont coiffés d'immenses coques recouvertes de feuilles d'acier inoxydable qui scintillent au soleil, si bien que l'on ne peut manquer d'apercevoir le barrage de très loin en arrivant à Londres par avion.

Double entreprise de sauvetage

Cette réalisation extraordinaire est l'œuvre et la fierté du Conseil du Grand Londres, qui a organisé de nombreuses festivités pour donner du relief à l'inauguration, d'autant que cette institution, contrôlée par l'opposition travailliste, est désormais menacée de dissolution par le gouvernement de Mme Thatcher. Double entreprise de sauvetage...

Il a fallu très exactement dix ans pour mener à bien les travaux qui viennent de s'achever et auront coûté près de 450 millions de livres (prix 1982) financés à 75 % par l'Etat. C'est évidemment très cher, mais cela représente à peine le sixième du montant des dégâts d'une seule des inondations redoutées. L'ouvrage était déjà prêt à fonctionner en cas d'urgence depuis le 31 octobre 1982, date à laquelle a eu lieu, avec succès, un premier essai. Une station d'alerte au nord de l'Ecosse permet de prévoir, douze heures à l'avance, une marée exceptionnelle justifiant la fermeture du barrage. Or les experts pensent que, d'ici à l'an 2000, il faudra procéder à cette opération en moyenne deux fois par an. Après la fin du millénaire, la fréquence pourrait aller jusqu'à dix fois. La durée de vie de cet ensemble est prévue pour soixante ans, mais on sait que bien avant cette limite, il faudra avoir envisagé une autre solution pour protéger Londres des effets de son inexorable enfouissement.

FRANCIS CORNU.

FOOTBALL

VINGT JOUEURS EN STAGE A FONT-ROMEU

Michel Hidalgo, directeur des équipes de France de football, a communiqué, lundi 7 mai, la liste des vingt joueurs qui prendront part, du 13 au 30 mai, à Font-Romeu, au stage de préparation, en vue du championnat d'Europe des Nations.

Cette sélection est la suivante :

- Gardiens de buts : Bats, Bergeron, Rust ;
- Défenseurs : Amoros, Battiston, Bossis, Domergue, Le Roux, Tusseau ;
- Milieux de terrain : Fernandez, Ferreri, Genghini, Giresse, Platini, Tigana ;
- Attaquants : Bellone, Bravo, Lacombe, Rocheteau, Six.

La liste définitive des vingt joueurs qui prendront part au championnat d'Europe sera connue le 2 juin mais, sauf blessures, elle ne devrait pas être différente de celle annoncée le 7 mai.

LE CHAMPIONNAT EN DIRECT SUR « CANAL PLUS »

La future chaîne de télévision Canal Plus pourra retransmettre en direct un match par journée du championnat de France de football. La signature d'un protocole d'accord a été annoncée par M. Jean Sadoul, président de la Ligue nationale de football, à l'occasion de l'assemblée générale qui réunissait à Monaco les présidents des clubs de première et de deuxième division.

Cet accord devrait permettre aux clubs de percevoir dans un premier temps 6 à 7 millions de francs par an et de valoriser le tarif des publicités statiques sur les stades sans nuire pour autant aux affluences. Pour son lancement en novembre, Canal Plus ne devrait toucher que deux cent mille abonnés, principalement en région parisienne.

JUDO

La retraite de Thierry Rey

Thierry Rey ne tentera pas de gagner l'été prochain à Los Angeles une nouvelle médaille d'or olympique. Finalement, il n'attendait pas, Rey ne puisa pas dans ses trésors de hargne pour s'imposer. Après avoir connu le judo des élites des plus élevés, il n'arrivait plus à trouver la motivation suffisante pour les objectifs plus communs. Sans ce ressort psychologique, son judo habituellement tranché était émoussé.

Après avoir été six fois champion de France de 1978 à 1983, d'abord en super-légers puis en mi-légers, champion du monde en 1980 et champion d'Europe en 1980 et 1983, il n'a pas accepté d'être à Los Angeles la doublure d'un garçon qui a sagement vécu dans son ombre depuis six ans en attendant sa chance.

Sa décision était prévisible depuis plusieurs semaines : « Je me sens vieux dans mon corps », avait l'habitude de dire, ces derniers mois, Thierry Rey. Depuis 1977, année où il monta pour la première fois sur la plus haute marche d'un podium en gagnant les sélections d'hiver, il s'était constamment fait violence pour être au poids dans sa catégorie.

C'est un jeune inconnu, Pascal Gilbert, qui a, en fait, mis un terme, le 24 mars, à sa carrière :

il lui a barré la route de la finale des championnats de France. Fava a été adversaire qu'il n'attendait pas, Rey ne puisa pas dans ses trésors de hargne pour s'imposer. Après avoir connu le judo des élites des plus élevés, il n'arrivait plus à trouver la motivation suffisante pour les objectifs plus communs. Sans ce ressort psychologique, son judo habituellement tranché était émoussé.

Considérant de cette évolution depuis son dernier coup d'éclat aux championnats d'Europe 1983, où il avait décroché la titre qui faisait encore défaut à son palmarès, le judoka cigale était devenu foumi pour préparer son avenir social. Intéressé par le cinéma, il a néanmoins prévu d'ouvrir un centre omnisports à Lagny, avec l'aide financière de la FFJDA.

On pourra regretter cette fin de carrière en queue de poisson qui suit de peu celle d'un autre champion du monde, Bernard Tchoullouyan. Toutefois, c'est en contestant sans cesse ses meilleurs représentants que la Fédération de judo a réussi à pérenniser les résultats internationaux des combattants français.

ALAIN GIRAUDO.

BOXE : Elbilia déchu de son titre européen. — Le baveux français Gilles Elbilia a été déchu de son titre de champion d'Europe des poids welters pour ne pas l'avoir défendu dans les délais prescrits par l'Union européenne de boxe. Cet organisme lui a refusé le délai de trois mois qu'il avait demandé pour pouvoir disputer à Detroit un championnat du monde contre McCrory, Le Britannique Lloyd Honeyghan et

l'italien Gianfranco Rosi se rencontreront pour le titre européen.

TENNIS : Tulasne qualifié à Hambourg. — Le Français Thierry Tulasne s'est qualifié pour le deuxième tour du tournoi de tennis de Hambourg, doté de 250 000 dollars, en battant le Suédois Jan Gunnarsson, 1-6, 7-5, 6-1. En revanche, Christophe Froys a été éliminé par le Tchèque Libor Pimek, 6-0, 7-5.



Toshiba ouvre maintenant une usine pour semi-conducteurs en Europe, à Brunswick, RFA.

L'usine nouvellement ouverte à Brunswick fabrique maintenant des CI, LSI et VLS hautement qualifiés suivant une technologie des plus modernes et sur des installations entièrement automatiques. Les CI jouent un rôle décisif comme éléments «star» dans l'industrie électronique. Le développement de la technique des ordinateurs serait inimaginable sans eux. Ils sont nécessaires incessamment pour des appareils d'utilisation à domicile et dans les applications industrielles. Toshiba est universellement en tête dans le domaine de la production des semi-conducteurs. C'est la première entreprise du monde qui réussit à fabriquer en série des circuits complexes CMOS et LSI/VLSI. Avec le commencement de la production de la nouvelle usine à Brunswick, Toshiba est mainte-

nant à même d'offrir à ses clients des avantages importants :

- Livraison plus rapide**
Car Brunswick est situé 12.000 km plus près que le Japon.
- Aide technique renforcée**
Non seulement les bureaux de vente, mais aussi l'usine de Brunswick peuvent maintenant répondre à des désirs de clients pour un service technique dans les domaines de l'application, du développement et du contrôle de la qualité.
- Service après vente amélioré**
Un laboratoire d'analyse des défauts complètement équipé est à disposition dans l'usine de Brunswick pour pouvoir traiter le plus rapidement possible les réclamations des clients.

Importation simplifiée
Les produits de Brunswick obtiennent le certificat d'origine CEE. C'est la raison pour laquelle les produits ne sont soumis à aucune restriction d'importation ou d'exportation en dehors des états membres de la CEE.

De vastes contrôles de la qualité et de la fiabilité vous garantissent la plus grande sécurité des produits. Ainsi que vous l'êtes habitués de Toshiba.

TOSHIBA

Toshiba Europa L.E. GmbH - Paris Liaison Office - Tour de bureaux de Remy 7 - Avenue de Gambetta de Gaulle - 92118 Rosny Sous Bois
Telephone (01) 855-56-56 - Telex 231 245
Toshiba Semiconductor GmbH - Grunem-Steinweg-Strasse 10, D-3300 Brunschwicg - Tel. (05 31) 31 00 00 - Telex 952 308
Toshiba Europa (L.E.) GmbH - Hamburg - Landstrasse 115 - 4040 Neuss
Telephone (0 21 01) 15 80 - Telex 3 517 426

مكتبة الامم المتحدة

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

DES CENTAINES DE PRIX 6 JOURS DANS TOUS LES RAYONS.



RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

Pour votre **DEMEMAGEMENT**

ODOUL

AGENT GENERAL

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 208 10-30



Logement en famille, appartements ou hôtels en bord de mer. Cours pour adultes, cours spéciaux pour jeunes dans des écoles agréées tous l'année.

Structure gratuite. Côté A3 508.94.60
10, rue St-Marc 75002 Paris

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

C'EST AUSSI **CRÉDIT GRATUIT (9 MOIS)**

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS. VERSEMENT 20% COMPTANT. APRES ACCEPTATION DU DOSSIER CREDITO. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR L'ELECTROMÉNAGER, LA TV, LA HI-FI, LE JARDIN (MEUBLES ET MATÉRIELS)



Dans la mesure où le rayon correspondant existe

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DU 7 AU 12 MAI 1984

LES 6 JOURS DES 9 BHV

C'EST AUSSI **-15% PLUS CRÉDIT GRATUIT (9 MOIS)**

A PARTIR DE 2000 F D'ACHATS. VERSEMENT 20% COMPTANT. APRES ACCEPTATION DU DOSSIER CREDITO. INTERETS A LA CHARGE DU BHV.

SUR TOUS LES MEUBLES, LITERIE, SIÈGES

meubles de cuisine, de salle de bains, kits d'ameublement
* En vente au rayon meuble



Dans la mesure où le rayon correspondant existe. Saut meubles de jardin. Livraison gratuite Paris et proche banlieue à partir de 800 F d'achats.

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

DÉFENSE

POINT DE VUE

Les dérives d'une politique

I. - France : on donne le change

par YVES LANCIEU (*)

Dans une série de deux articles, dont nous commençons ci-dessous la publication, le chargé de mission du RPF pour les questions de défense, M. Yves Lanciaeu, député de Paris, croit discerner, dans la réorganisation de l'armée de terre, une « dérive » de la politique militaire actuelle qui accentuerait le fossé entre la défense nationale et l'engagement des seules forces classiques françaises au sein de l'alliance.

En matière de défense, la prospective doit s'inscrire dans une démarche pérennitaire. Les années 70 furent marquées du sceau de la continuité, si elles connurent à leur début un infléchissement des crédits (c'était l'après-mai 68), et par la suite une inflexion des priorités (avec la revalorisation du corps de bataille).

La grande question qui se posait, par conséquent, au début des années 80 était de savoir dans quelle mesure les grandes options des années 60 seraient maintenues avec l'arrivée au pouvoir d'une équipe longtemps opposée à notre doctrine de dissuasion nationale.

La loi de programmation militaire 1984-1988 allait apporter trois grands éléments de réponse :

- Des engagements sur des crédits et, en parallèle, sur des programmes physiques, engagements que nous jugeons insuffisants et surtout aléatoires ;

- Une référence marquée à la doctrine dite des trois cercles (1), en retrait sur la tendance qui se dessinait en faveur d'une dissuasion plus élargie ;

- Une réorganisation du dispositif de l'armée de terre avec la création de la Force d'action rapide (FAR) et de la division Hadès (2), donnant de prime abord le sentiment d'une timide réintégration dans le dispositif de l'OTAN.

Le débat au Parlement, en 1985, sur l'actualisation de la loi de programmation permettra de vérifier les prévisions, à nos yeux bien optimistes, de la seconde partie de la loi (1986-1988), celle qui vise à rétablir un équilibre général après deux premières années plutôt médiocres (1984-1985). Alors sonnera l'heure de vérité pour les principaux programmes de nos trois armées, bien sûr, mais plus encore pour le développement et la modernisation de notre force de dissuasion, qui ne peut courir le risque d'être dépassée dans la course aux technologies nouvelles.

Mais, sans attendre ce grand rendez-vous, il convient d'ores et déjà, à la lumière de données appues à l'occasion d'une mission récente du Parlement auprès de la 1^{re} armée et des forces françaises en Allemagne fédérale, de s'interroger sur la signification profonde, au-delà des apparences, de la réorganisation de notre dispositif sur le théâtre européen. L'impression prévaut en effet d'une sorte de dérive par rapport à la théorie orthodoxe des trois cercles telle qu'exposée dans la loi de programmation. Dérive qui accentuerait encore le fossé entre la défense nationale et l'engagement strictement classique au sein de l'alliance atlantique.

Suivant en effet le tableau qui nous a été présenté il y a quelques semaines à Strasbourg, les deux premiers cercles s'inscrivent délimitément dans la stratégie de dissuasion, cependant que le troisième cercle trouve place dans la stratégie d'action. Or, si le premier cercle est toujours circonscrit à l'Hexagone (avec sa notion de sanctuaire pro-

(1) Le premier cercle est le territoire français « qui constitue l'objet principal de la défense ». Le second cercle est l'Europe, et notamment l'Europe de l'Ouest, couverte par l'alliance atlantique et l'Union de l'Europe occidentale, dans laquelle « un état d'insécurité ou d'hostilité à nos portes aurait les conséquences les plus graves pour notre propre destin national ». Le troisième cercle englobe « les zones où résident nombre de nos ressortissants, celles où sont situés des pays avec qui nous avons des relations particulièrement étroites, des accords de coopération ou des accords de défense, ainsi que les régions essentielles pour nos approvisionnements et nos communications maritimes ». - (NDLR.)

(2) La division Hadès, constituée après 1992, sera équipée de missiles sol-air tactiques, montés en double affût de tir sur des camions, bus et capable de porter une charge nucléaire à plus de 400 kilomètres de distance. - (NDLR.)

ment), de l'autre la 1^{re} armée, amputée d'une bonne partie de ses hélicoptères (soixante hélicoptères antichars et quarante-quatre hélicoptères de manœuvre au moins) et de ses éléments blindés de reconnaissance (trente-six AMX-10 RC mais renforcés par contre en éléments d'infanterie et d'artillerie au détriment du nombre de ses divisions blindées, en bref davantage vouée à la défense.

Dès lors, le troisième cercle, encore donné il y a peu comme correspondant aux interventions hors zone (avec à l'Europe), ne semble englober désormais l'essentiel du territoire de nos alliés européens (« approches » de l'Hexagone exclues). En sorte que l'éventuel engagement de nos forces d'action rapide, très en avant, aux côtés des alliés, exclut formellement le recours à l'arme nucléaire tactique. Là où certains, par conséquent, préconisent une dissuasion très élargie (aux frontières de la République fédérale), là où la doctrine traditionnelle visait, quant à elle, à maintenir l'incertitude, par référence à la notion d'« intérêts vitaux », nous voyons donc très discrètement ramenés à une conception de la dissuasion plus strictement hexagonale.

Il est vrai que la perspective d'un engagement précoce de la FAR, même s'il ne peut s'agir que d'une partie de cette grande unité, celle rapidement disponible, est bien reçue par nos partenaires, qui y voient un signe tangible de solidarité. Sans doute leur est-il apparu moins clairement que le gros de nos forces (la 1^{re} armée) verrait privilégiée dans le nouveau schéma sa mission dans le cadre de la stratégie de dissuasion (deuxième cercle), puisqu'il est clairement dit que son engagement sous commandement allié ne pourrait être que limité dans son objet et dans le temps, afin de lui permettre à tout moment de tenir sa place au cœur de la dissuasion, aux approches de l'Hexagone.

A bien considérer pourtant les nouvelles structures de commandement et la nouvelle répartition des moyens, on saisit mieux cette nouvelle articulation du dispositif : d'un côté la FAR, à laquelle sont rattachés les moyens d'une grande mobilité offensive (hélicoptères notam-

(*) Député RPF de Paris, chargé de mission pour la défense au RPF.

ment), de l'autre la 1^{re} armée, amputée d'une bonne partie de ses hélicoptères (soixante hélicoptères antichars et quarante-quatre hélicoptères de manœuvre au moins) et de ses éléments blindés de reconnaissance (trente-six AMX-10 RC mais renforcés par contre en éléments d'infanterie et d'artillerie au détriment du nombre de ses divisions blindées, en bref davantage vouée à la défense.

Si l'on considère par ailleurs que le regroupement au sein de la division Hadès de notre armement nucléaire tactique (ANT) pourrait tout aussi bien signifier une mise en œuvre à quelque 300 kilomètres en arrière de nos frontières, on retrouve un schéma cohérent avec la nouvelle théorie des trois cercles.

La 1^{re} armée, couplée avec la division Hadès, assurera ainsi au contact l'acquisition des objectifs, bien sûr, mais en RDA ou en Tchécoslovaquie !

Deux forces pour deux batailles, tel paraît être en définitive le concept retenu qui pourrait alimenter un peu plus le sentiment récemment exprimé par certains responsables ouest-allemands : « Tandis que la RFA se battra pour vous en première ligne, la France se battra sur-tout pour elle » ; ou encore : « L'arme nucléaire tactique consécutive est déployée pour défendre l'Allemagne, tandis que l'ANT française défendrait essentiellement l'Hexagone ».

En conclusion, si un consensus demeure très fort en France sur un certain nombre de principes, les opinions divergent, par contre, quant à une conception trop restrictive de l'engagement de nos forces, et notamment de notre armement nucléaire tactique, qu'il conviendrait, en toute hypothèse, de doter rapidement de l'arme neutroton.

Face à une menace plus précise, et afin de conjurer tout risque de découplage, l'heure nous paraît plus que jamais à la prise en compte de la communauté de destin des nations de l'Europe de l'Ouest.

Prochain article :

OTAN : ON CHANGE LA DONNE

La Force d'action rapide est un outil militaire destiné à marquer la solidarité de la France envers l'alliance

reconnait le chef d'état-major des armées

La Force d'action rapide (FAR), en cours de création dans l'armée de terre, est un outil militaire destiné à marquer, de façon plus concrète, la solidarité de la France envers l'alliance atlantique. C'est la substance des propos du chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Lacaze, devant les auditeurs du Centre des hautes études de l'armement, que rapporte la revue officielle *l'Armement* dans son dernier numéro.

Fort de 47 000 hommes lorsqu'elle sera définitivement formée, la FAR est une unité interarmes, actuellement commandée par le général de corps d'armée Gilbert Foray, qui sera essentiellement vouée, en Europe, aux combats antichars grâce à ses hélicoptères et à son infanterie spécialisée, et, outre-mer, aux missions d'intervention ou d'assistance extérieure.

« La France est un partenaire fidèle et loyal dans l'alliance », a expliqué le général Lacaze, avant de constater que ses forces, « en raison de leur implantation géographique et d'un certain manque de mobilité, en particulier logistique », n'étaient pas, jusqu'à présent, en mesure d'intervenir rapidement aux côtés des alliés. Analysant le rôle de la FAR, « qui constitue l'un des éléments novateurs de la réorganisation de l'armée de terre », le chef d'état-major, qui aura cette unité sous ses ordres en temps de crise, a alors explicité la mission de la FAR.

« En vue de marquer d'une façon plus concrète notre solidarité envers l'alliance, le gouvernement a pris la décision de se doter d'un outil polyvalent, signifiant sa volonté de pouvoir engager en Europe, en temps de crise ou de conflit, des moyens classés à l'ordre et au moment choisis, pour contribuer à un éventuel rétablissement de la cohésion du dispositif de l'alliance, sans que cela signifie, en aucune manière, la prise de responsabilité d'un « cré-

neau » dès le temps de paix, ou un retour dans l'organisation intégrée de l'OTAN.

Le général Lacaze fait allusion au fait que, à la différence des forces françaises, qui sont en deuxième échelon plus en arrière, les unités ouest-allemandes, néerlandaises, belges, britanniques, américaines, canadiennes et danoises, appartenant à la structure intégrée de l'OTAN, occupent, dès le temps de paix, ou « créneau » du dispositif allié en Allemagne fédérale, face à la République démocratique allemande et à la Tchécoslovaquie.

« S'il est impératif de définir avec précision le rôle de cette nouvelle composante, a ajouté le chef d'état-major des armées, il convient également de dire ce qu'elle n'est pas. La force, compte tenu de sa logistique et de ses moyens de transmissions allégés et de la nature de ses appuis, n'a pas la capacité de prendre à son compte un ennemi menaçant nos frontières sur une direction stratégique. On ne peut donc la créditer d'une capacité de combat identique à celle d'un corps d'armée ».

Le général Lacaze explique, cependant, que la capacité de la FAR « de pouvoir intervenir vite et loin aux côtés des alliés (...) montre à l'agresseur qu'il encourt désormais le risque d'affronter très tôt les forces d'un pays nucléaire qui a l'autonomie entière de ses décisions. Cet aspect élémentaire de l'effort de dissuasion ajoute un nouvel élément d'incertitude dans l'analyse stratégique adverse et renforce ainsi la dissuasion d'ensemble ».

Le général Lacaze conclut que, « pour l'agresseur éventuel, qui se trouve placé devant plusieurs décideurs, la stratégie nucléaire indépendante de la France contribue au renforcement de la dissuasion de l'alliance ».

سكو من الأصيل

INFORMATIONS « SERVICES » CARNET DU Monde

VIE ASSOCIATIVE

Survivre en banlieue

Ces deux-là n'ont pas froid aux yeux. Partant d'un postulat... la centre de gravité s'est déplacé de la ville vers la périphérie...

Une première manifestation est prévue en 1985. L'aspect épuré sera souligné par la présence de spécialistes mondiaux...

Sur ce point, on peut leur faire confiance: ils envisagent des opérations spectaculaires: faire sauter un immeuble, démolir un morceau de ville...

Ces femmes de communication - M. Bogdan est directeur des programmes à TSF 93, radio soutenue par le conseil général de Saine-Saint-Denis...

Le projet de 1985 devrait avoir une suite en 1987 et la manifestation finale, en 1989, aurait pour thème les « mutants ».

« S'agissant des immigrés, cet architecte, ami de Julien Gaignat, héros de Laissez béton, est optimiste: « On parle de la première génération, de la seconde, il n'y aura pas de troisième. Il y aura des mutants ».

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

« Visions », dira le sceptique. Pas si sûr. Piste à partir de laquelle leur réseau d'architectes, d'urbanistes, mais aussi d'avocats, d'anthropologues, de sociologues, d'ethnologues, d'artistes, va quadriller la planète.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3705

Grid for crossword puzzle with numbers 1-11 and letters A-Z.

HORIZONTALEMENT

I. Il vone à son prochain une passion par trop dévorante. - II. C'est la petite qui tient la plus grande place. Animal à part. - III. Son interruption paralyse le progrès quand celui-ci est en marche. - IV. Le peravout du couard. - V. Barbaï ou coupai la barbe. Sète pour Troyes. - VI. Personnel. Flotte à proximité du berceau de l'empire. - VII. Ceinture. - VIII. Plu ou ramassage de plus. Grec. - IX. Élément d'un cycle. Fait preuve d'énergie après avoir été pompé. - X. Vase de chambre. Même supérieure, elle a fait vœu d'humilité. - XI. Surcharge. Préparation.

VERTICALEMENT

1. Emprunte de préférence les portes dérobées. - 2. Grosse tête passait en vedette sur les ondes. Ce que fit Cain devenu fratricide. - 3. On ne tire dessus qu'après avoir fait feu. Narine de certaines espèces marines. - 4. Temps consacré à l'ave pour purifier son âme. Participe passé. - 5. Leur tour augmente à l'approche du terme. - 6. Campagne arabique souvent arctique. Article. Vole nordique pour trains de bois. - 7. Hauteurs demeures royales. Pied forestier homonymes d'un pied viticole. - 8. Il est toujours scabreux de répandre ce son num. Canal du rein. - 9. Monument construit en l'honneur d'un prince. Lieu de culture des hultres à Gironde et de culture générale par-tout ailleurs.

Solution au problème n° 3704

Horizontalement: I. Canebière. - II. Amériques. - III. Nos. Ebène. - IV. Tu. Braser. - V. Irréel. Si. - VI. Ne. - VII. Eugénisme. - VIII. Fiote. - IX. Tiféour. - X. Ubac. La. - XI. Musée. Set. Verticalement: 1. Cantine. Hum. - 2. Amoureux. Bu. - 3. Nés. Tas. - 4. Er. Bénéfice. - 5. Bière. Nie. - 6. Iqbal. Iode. - 7. Eues. Isle. - 8. Rénes. Meule. - 9. Esérine. Rut.

PARIS EN VISITES

JEUDI 10 MAI - « Le Marais », 12 h 15, place des Voies, M= Semant. - « Les arphelins apprentis », 15 heures, 40, rue La Fontaine, M= Rochetier. - « La montagne Sainte-Genève », 15 heures, devant Saint-Etienne-du-Mont, M= Duhamel. - « Hôtel des archevêques de Sens », 15 heures, 1, rue du Fiquier, M= Legré.

gois (Caisse nationale des monuments historiques). - « Le Palais de Justice », 15 heures, métro Cité (B. Czary).

CONFÉRENCES

17 h 30: 18, rue de Varenne, MM. P. Laroque et P. Mouton: « La crise de l'État-protection et l'avenir des politiques sociales » (Futuribles).

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LA JOURNÉE DU 9 MAI 1984

A Paris-Montsouris la pression atmosphérique, relative au niveau de la mer, était de 1023,6 millibars, soit 767 millimètres de mercure. Tendence: légère hausse. Température: 5 degrés sous abr. Humidité: 82%. Au sommet de la tour Eiffel, vent de nord à nord-est soufflant de 35 à 40 kilomètres/heure. Minimum de température cette nuit: 4,3 degrés. Les températures extrêmes de la journée d'hier: minimum 5,9 degrés, maximum 13,1 degrés. Bassin parisien et Normandie mardi après-midi: un temps frais avec du vent de nord-est assez fort, mais un temps plutôt ensoleillé malgré de forts pas-

sages nuages en matinée. Les passages nuageux, toutefois, resteront plus abondants sur le nord de nos régions; des averses pourront se produire en Picardie et au nord de la Champagne. Températures maximales prévues: de 14 à 15 degrés, 12 à 13 degrés sur les côtes de la Manche. Pour mercredi, à nouveau une nuit et une matinée fraîches avec de petites gelées dans l'intérieur. Des formations brumeuses se dissiperont en matinée; il fera beau ensuite mais avec un ciel nuageux près de la Manche. Températures maximales en légère hausse avec du vent de nord-est.

(Le relevé des températures ne nous est pas parvenu.)

EN BREF

AUX INVALIDES - L'ARMISTICE AVEC PANACHE. - A l'occasion de l'anniversaire de l'armistice de 1945, un grand film exclusif sur la seconde guerre mondiale, d'une durée de près de quatre heures, sera projeté en permanence, mardi 8 mai de 10 heures à 18 heures, dans la salle de cinéma du Musée de l'Armée, à l'hôtel national des Invalides à Paris (7^e).

A 17 heures, le Requiem pour voix d'hommes, de Cherubini, sera interprété à l'église Saint-Louis-des-Invalides par l'orchestre symphonique de la Garde républicaine et les chœurs de l'armée française.

A 22 h 30, « Ombre de Gloire », spectacle son et lumière, sera présenté comme chaque soir, dans la cour d'honneur des Invalides.

* Renseignements: 555-92-30.

ENFANTS

LE PARRAINAGE. - Le Centre français de protection de l'enfance (CFFE) recherche, à Paris et en région parisienne, des familles prêtes à parrainer des enfants d'âge scolaire placés dans des maisons d'enfants. Il s'agit de nouer des liens affectifs avec eux en les accueillant régulièrement pendant les week-ends et, éventuellement, une partie des vacances scolaires. Le parrainage est une action bénévole, partielle et durable qui suppose disponibilité, tolérance et compréhension.

* CFFE, 97, boulevard Berthier, 75017 Paris, tél.: 380-26-53.

MODE

LES CRÉATEURS DE DEMAIN AU PRINTEMPS. - La troisième Coupe Printemps du jeune créa-

teur, sous la présidence d'Anne-Marie Beretta pour la femme, et de Nino Ceruti pour l'homme, vient d'être désigné, par un jury de journalistes, à Gaby Usnain, du Cours Barcot, qui travailla les matières enroulées en bordelottes, et à Patrick Jedrowski d'Ennod, sur un thème architectural cohérent et sûr. Les deux gagnants verront leurs modèles réalisés à l'automne par le grand magasin, où ils effectueront un stage dans le bureau de style. Ouvert pour la première fois à l'assemblée, sous la présidence de Philippa Stark, le prix est revenu récompenser deux élèves de l'école Camondo: Stéphane Aslanian, pour une table à plateau en grille de caddy, et Frédéric Hufmann pour une table à jeux. - N. M.S.

UN GUIDE PRATIQUE

MONTRE UN SPECTACLE. - L'Office départemental d'action culturelle du Calvados (ODACC) vient de publier un Guide pratique des créateurs et organisateurs de spectacles dans le département du Calvados et la région. D'une présentation agréable et raffinée, ce guide de 262 pages se présente comme un inventaire détaillé des organisateurs de spectacles (avec description des salles), des créateurs et des organismes pouvant apporter une aide technique et financière. Sa diffusion hors de Basse-Normandie se justifie du fait de l'insertion de nombreuses pages de réflexions, d'informations et de services (conseils pour bien organiser un spectacle).

* 45 F (frais de port: 13 F) auprès de l'ODACC, 28, rue Jean-Édouard, 14300 Caen.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Lucien CLOSTRE, docteur en droit, président de tribunal honoraire,

survenu à Paris, le 1^{er} mai 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

François AUDOLLENT, chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de Marie-Thérèse Audolent née Brauh, son épouse,

Pierre et Dominique Audolent-Montpellier, Marie-Chantal et Gabriel Dechaenof, Annick Audolent, Catherine Audolent, Nicole et Pierre Prié, Sabine et Pierre Condere, Suzanne et Jean Gilles, Paulette et Monique Audolent-Baillet, Bernard et Chantal Audolent-Henry, ses enfants,

Béatrice, Geneviève, Agnès et Jérôme Audolent, Emmanuel Dechaenof, Olivier, Isabelle et Estelle Condere, Bruno, Anne, Christine et Benoît Gillet,

Cécile, Mathieu, Sophie et Claire Audolent, Charlotte, Clotilde et Jean-Baptiste Audolent, ses petits-enfants,

M= François Bertrand, M. et M= Robert Ricard, Le colonel et M= André Briere, M= Corpechot, ses sœurs, beaux-frères, et belles-sœurs, Mademoiselle Buscemi,

La cérémonie religieuse aura lieu, le mercredi 9 mai 1984, à 14 heures, en l'église de la Sainte-Trinité (place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris), suivie de l'inhumation au cimetière Montmar-tre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, rue La Bruyère, 75009 Paris.

M= Rosy Brann, son épouse, M. et M= Jacques Rotenberg, M. et M= Marcel Goldmann, ses enfants,

M. et M= Gérard Talch et leurs enfants, M. et M= Claude Rotenberg, M. et M= Denis Goldmann, Maxime et Frédéric Goldmann, ses petits et arrière-petits-enfants, ses frères et sœurs, Et toute sa famille en Israël,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Elie BRAUN, président d'honneur de la communauté israélite de Reims, survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le Castel-Joli, 31, allée de l'Ermitage, 93340 Le Raincy.

- On nous prie d'annoncer le décès sans héritiers, survenu dans sa soixante-troisième année, de

Pierre CAUTENET, maire de Calmontier, ancien enseignant.

De la part de Son épouse, née A. Lopez, Ses filles et Jean-Marc, Sa sœur, sa famille et ses amis, unis dans une profonde tristesse.

Les obsèques ont eu lieu à Calmontier (Haute-Saône), le 16 avril 1984.

Calmontier, 70000 Vesoul.

M= Jacques Chambon, son épouse, M. Frédéric Chambon, son fils, M= Régine Girardeau, sa sœur,

M. Jean-Christian Girardeau, son neveu, M. et M= Alain Couturier et leurs enfants, M. et M= Jean-Pierre Duval, son beau-frère et sa belle-sœur, Ses collègues et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CHAMBON, artiste musicien, orchestre de Paris, professeur au conservatoire national de musique de Lyon, survenu brutalement le 4 mai 1984 dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Bruno de Bordeaux (Gironde).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Pélelet, 75015 Paris.

[Né à Bordeaux le 23 mai 1931, Jacques Chambon, après ses classes au Conservatoire, participa à de nombreux concours de musique de chambre, en particulier avec l'orchestre de Jean-François Pullard, et il est engagé à l'Orchestre de Paris, comme hautboïste soliste, dès sa constitution en 1967.]

Communications diverses

- Sur le thème: « La Grande-Bretagne et la Communauté européenne », la baronne Elies, membre de la Chambre des lords et du Parlement européen, animera une conférence-débat, organisée par le club Perspectives et Réalités de Neuilly-Puteaux, le 10 mai, à 20 h 30, au Petit-Chéry, 4, rue de Chéry, 92200 Neuilly-sur-Seine. (Participation aux frais: 10 F par personne.)

ROBLOT S. A.

522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

itique

inge

« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

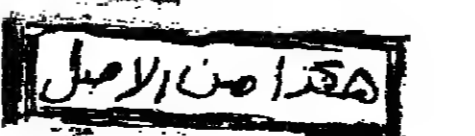
« L'Europe la... »

« L'Europe la... »

PEINTURES RÉCENTES KIMURA 10 avril - 12 mai 1984 ART YOMURI 5, quai Conti, Paris (01) 329-15-35

PHOTOCOPIE COULEUR SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT 75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TÉL. 572.41.46+

ROBLOT S. A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES



مقدنا من الامم

AFFAIRES

A Clermont-Ferrand

Fin de la « monoculture Michelin » et « dégraissage en douceur »

Clermont-Ferrand. - L'annonce, le 19 avril, des mesures de réduction d'effectif, n'a pas échangé l'atmosphère de la place des Carmes, cœur des usines Michelin.

De notre correspondant

Deuxième point : le contenu des mesures, qui ne prendront effet qu'en 1985. Elles ne s'avèrent pas traumatisantes (le Monde du 21 avril) et beaucoup de travailleurs de la production sont intéressés par la convention FNE que Michelin amènerait, par ses fonds propres.

A dire vrai, le tisseur clermontois n'a rien d'émoussé. Elle est traditionnelle et domine le paysage psychosocial de la ville. Près d'un siècle de paternalisme a façonné un profond consensus entre la famille Michelin et les générations d'ouvriers-paysans, les « Bibs » (1), dont on dit facilement qu'ils « sentent le caoutchouc ».

Clermont-Ferrand a prospéré autour de Michelin. Comment pourrait-elle se faire subitement à l'idée de ne plus pouvoir compter uniquement sur le géant du pneumatique ?

Hors l'histoire des relations sociales, deux autres raisons expliquent cette quiétude qui recouvre en réalité de grosses interrogations, sans qu'elles s'expriment dans la rue. Premier point : les modalités, organisées ou non, de l'annonce des mesures ont réduit la portée du choc. La veille même du fameux 19 avril, on parlait avec insistance de 7 000 licenciements. Aussi constatait-on comme un sentiment de soulagement le lendemain, en apprenant que 3 520 personnes se trouvaient en fait concédées dans l'agglomération.

Rude continuité pour l'économie locale. Le terrain du recul de l'emploi chez Michelin est labouré depuis 1980 avec rigueur, puisque les effectifs sont passés de 29 908 à 25 866 en 1983. Au train prévu, la firme aura « dégraissé » en six ans 30 % de son personnel initial, soit près de 9 000 salariés.

Au-delà de leur insistance à soutenir qu'il n'y a pas de surefforts comme le fait valoir la direction, les syndicats interrogent : « Pourquoi les usines de Clermont-Ferrand sont-elles les plus touchées ? »

Cette volonté du conseil régional, que préside M. Maurice Pourchon (PS), soulève des réticences syndicales. Nuancées à la CGT : « On est pour la diversification industrielle, mais elle se fera mieux autour d'un pôle puissant... Virulentes à la CFDT : « Les pouvoirs publics sont prêts à se coucher, dit Jean-Claude Peuf, un de ses secrétaires. Ils doivent avoir des exigences sur les intentions de Michelin pour ses usines clermontoises et françaises ».

Les idées qui trottent dans les têtes clermontoises dépassent l'horizon 1985. La fin d'une « monoculture industrielle » vieille comme le siècle est-elle irrémédiablement amorcée ? Le débat est entre ceux qui réfutent l'idée de cette faillite et ceux qui s'inscrivent d'ores et déjà dans une logique d'adaptation.

LIBERT ADAPTAGO.

(1) Contraction de Bibendum, le gros bonhomme illustrant les publicités de la firme.

SNCF

EMPRUNTS MAI 1984 2,5 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Emprunt à taux variable : Montant : 1,25 milliard de francs. Prix d'émission : Le pair soit 5.000 F par titre. Taux d'intérêt annuel : Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis ou assimilés, publiés par l'INSEE multipliée par : 0,9 pour les 4 premières échéances, 1 pour les 4 échéances suivantes, 1,1 pour les 4 dernières échéances. Intérêt minimum : 7,50 %.

Emprunt à taux fixe : Montant : 1,25 milliard de francs. Prix d'émission : Le pair soit 5.000 F par titre. Taux nominal : 13,80 % Taux de rendement actuariel brut : (au 21 mai 1984) : 13,80 %

Amortissement en 4 tranches égales de 1983 à 1986 - soit par remboursement aux prix suivants : 106 % le 21 mai 1983, 107 % le 21 mai 1984, 108 % le 21 mai 1985, 109 % le 21 mai 1986 - soit par rachats en Bourse. Amortissement anticipé : La SNCF se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse. Date de jouissance et de règlement : 21 mai 1984. Durée : 12 ans.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel. Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 84-112 du 2 mai 1984) est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 7 mai 1984

LES PERTES D'AMREP ONT DOUBLÉ PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS

Le groupe parapétrolier AMREP, dont les déboires financiers continuent à défrayer la chronique boursière depuis plusieurs semaines, a finalement perdu 823 millions de francs en 1983, selon un audit réalisé par le groupe Arthur Andersen, soit deux fois plus que les chiffres avancés par la société au début du mois de mars. Victime de mauvais résultats imputables à sa principale filiale d'exploitation, l'Union industrielle et d'entreprise (UIE), notamment au Brésil et au Nigeria, cette société spécialisée dans la fabrication de plates-formes pétrolières enregistre un déficit « supérieur à 1,4 milliard de francs », selon un communiqué publié lundi 7 mai à l'issue d'une réunion du conseil d'administration d'AMREP.

En effet, outre la perte de 823 millions de francs pour le dernier exercice, il faut également tenir compte, précise le communiqué, de pertes « inévitables » d'environ 300 millions pour 1984, de pertes « prévisibles » d'environ 200 millions pour 1985, de 200 millions environ pour les mesures de restructuration, enfin, de 100 millions pour les provisions destinées à la filiale du Venezuela.

Un lourd bilan pour cette entreprise, dont Bouygues s'est assuré le contrôle sous réserve d'inventaire (le Monde du 13 avril 1984) en désignant un nouveau président, M. René Augereau, pour remplacer M. André Miller à la tête d'AMREP.

LE GROUPE VICTOIRE RACHÈTE VIA ASSURANCES

Le groupe d'assurances Victoire (Abeille et Paix) a acquis auprès de la Compagnie de navigation mixte sa filiale VIA-Assurances (Le Monde SA et VIA-Assurances (IARD), par rachat en Bourse de Paris.

Cette opération va faire du groupe Victoire, ainsi renforcé, le premier groupe privé de assurances françaises, devant les AGP, et le second de l'assurance française, avec une quinzième de milliards de francs de primes, après l'UAP et à égalité avec les AGF.

L'opération a été facilitée par le fait que la Compagnie de navigation mixte, dirigée par M. François Fournier, contrôlé déjà par le groupe Victoire, conjointement avec la Centrale d'investissement (MM. Dassault et Verne), au travers de leur filiale commune la Compagnie Industrielle.

Cette dernière, on le sait, avait réussi, après le 10 mai 1981, à arracher le contrôle du groupe d'assurances Victoire, Abeille et Paix à la Financière de Suez, en voie de nationalisation, après une longue bataille. Cette bataille avait trouvé son épilogue en juin 1983, un armistice conclu entre M. François, président de la Compagnie Industrielle, et M. Peyrelevade, nouveau président de la Financière de Suez, qui, finalement, a réussi à conserver 34 % du groupe Victoire.

L'opération qui vient d'être effectuée, constitue donc un aboutissement, et, surtout, la prise en main de VIA-Assurances, qui a connu de nombreuses difficultés dans le passé, par le groupe Victoire, en bien meilleure situation. F. R.



Le ROYAL Direction et Réservations: Luxembourg 2449 Tel.: 416 16 Ouverture Juin 1984 La Grande Tradition Hôtelière à votre service pour mieux apprécier tous les bons moments de votre séjour à Luxembourg.

AGRICULTURE

Le premier marché à terme de la pomme de terre s'ouvre à Tourcoing

De notre correspondant

Lille. - Le mercredi 9 mai s'ouvre au centre Mercure, à Tourcoing, un marché à terme de la pomme de terre, le premier et le seul en France, le troisième en Europe, après Amsterdam et Londres (1). L'initiative est venue à la chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, qui espère que ce nouveau marché à terme prendra en quelque sorte le relais - ou viendra tout au moins en complément - de celui de la laine peignée installé à Roubaix et qui subit une baisse importante d'activité. Le nouveau marché disposera du personnel et de l'infrastructure de celui de la laine.

La pomme de terre est un produit qui se prête parfaitement à ce genre d'opération. Il ne fait pas l'objet d'une réglementation au sein de la CEE et est soumis, comme toute production agricole et peut-être plus que d'autres, aux aléas climatiques. Il en résulte des variations de cours très importantes pouvant aller de un à trois, voire davantage. L'intérêt du marché à terme est de placer les professionnels à l'abri des conséquences financières de cette fluctuation de prix. Producteurs, négociants, industriels réunis au sein du Comité national interprofessionnel de la pomme de terre se sont d'ailleurs montrés très favorables et coopératifs pour la mise en place de ce nouveau marché.

La Banque centrale de compensation, créée au lendemain du scandale du sucre en 1974, apportera sa garantie, et, pour éviter toute spéculation abusive, exigera des dépôts, c'est-à-dire une garantie financière, de l'ordre de 15 % de la valeur des contrats.

Pour la première année, les responsables de ce nouveau marché espèrent y faire transiter les ordres d'achat et de vente de 350 000 tonnes de pommes de terre sur une production totale française de 4 à 4,5 millions de tonnes. Le marché de Londres ouvre pratiquement toute la production britannique commercialisée (plus de 4 millions de tonnes) et celui d'Amsterdam, la moitié (1,5 million de tonnes) de la production des Pays-Bas.

Le marché de Tourcoing pourrait donc constituer un essor rapide, bénéficiant d'une situation géographique privilégiée au cœur d'un bassin de production entre les Pays-Bas et la Belgique et les cinq départements du Nord de la France, qui fournissent à eux seuls 80 % de la production française de pommes de terre de conservation (hormis les primeurs).

JEAN-RENÉ LORE.

(1) Le marché sera ouvert chaque jour d'ouverture des Bourses. Les contrats porteront sur des lots de 20 tonnes de pommes de terre de calibre 40 millimètres et plus. A l'image des contrats anglais et hollandais, les échéances seront fixées en novembre, février, avril et mai, correspondant à la fin de la récolte au milieu de l'hiver et aux fins de campagne.

CONJONCTURE

M. CHIRAC : une réduction d'impôt ne peut être qu'illusoire

De source autorisée, tant à l'Elysée qu'à Matignon et au ministère des finances, on affirme qu'aucune décision n'est prise quant aux modalités fiscales de l'abaissement des prélèvements obligatoires promis par le président de la République. Ces modalités seront arrêtées au cours des mois de juin et de juillet. « Les orientations du budget de 1985 commenceront à être réelles, fixées par des discussions au sein du gouvernement qui auront lieu au cours de l'été », a confirmé M. Lionel Jospin au micro de France-Inter, lundi 7 mai, dans l'émission « Face au public ».

Quant aux réactions que suscite une éventuelle diminution des impôts, le premier secrétaire du parti socialiste les a commentées en ces termes : « Si on se situe au niveau du sens commun, il paraît curieux de voir cette levée de boucliers. Il paraît curieux de dire : « Ce qu'il faudrait faire pour être efficace sur le plan économique ou social, c'est augmenter les impôts... Cela paraît une thèse paradoxale ».

De son côté, M. Jacques Chirac, en visite à Bordeaux, a mis en doute la possibilité, pour le gouvernement, de parvenir à une diminution des prélèvements obligatoires en 1985, mettant en cause « l'augmentation considérable et non maîtrisée des dépenses publiques ». « Dans un tel contexte, il est bien évident qu'une réduction d'impôt ne peut être qu'illusoire ; ou bien c'est un trébuchet de plus et on compensera cela par d'autres recettes plus discrètes, ou bien on augmente un peu plus les déficits, c'est-à-dire les impôts de demain. Il ne s'agit donc pas d'une mesure sérieuse et fiable », a conclu le maire de Paris.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires ● États-Unis : progression des bénéfices des sociétés. - Les bénéfices des sociétés américaines ont fortement progressé au cours du premier trimestre 1984, notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction. Selon des statistiques publiées le 7 mai par le Wall Street Journal, les bénéfices nets de plus de cinq cents grandes compagnies américaines ont augmenté de 58 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au premier trimestre 1983. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées dans l'automobile (+ 236 %), les produits alimentaires (+ 196 %), les matériaux de construction (+ 151 %), les fabricants de pneumatiques et les chemins de fer. D'autres secteurs, comme la sidérurgie ou les métaux non ferreux, ont à nouveau gagné de l'argent après avoir subi de lourdes pertes un an auparavant, tandis que certains, comme les compagnies aériennes, réduisaient très fortement leurs pertes, tout en demeurant déficitaires. - (AFP) ● Les investissements de British Telecom. - British Telecom va dépenser plus de 100 millions de livres (1,1 milliard de francs) pour automatiser l'ensemble de ses services. La société va ainsi acheter une trentaine de très grands ordinateurs. Elle a choisi deux fournisseurs : IBM, qui confirme ainsi sa pénétration à l'intérieur des télécommunications britanniques, et la société nationale ICL.

importants avec plus de 4,5 milliards de francs en février. La part des Caisses d'épargne dans la collecte est passée de 22,3 % à 23,5 % de janvier à février alors que celle des banques de l'AFB est revenue de 41,7 à 40 %. Les parts respectives du Crédit Agricole, des Banques populaires et du Crédit mutuel ont augmenté modérément.

Énergie ● Hausse de la consommation d'énergie en France au 1er trimestre. - La consommation d'énergie en France a augmenté de 6,1 % durant les trois premiers mois de l'année, par rapport au 1er trimestre de 1983, a annoncé le 2 mai le secrétaire d'Etat à l'énergie. Cette reprise de la consommation traduit « pour partie un relâchement dans les comportements de maîtrise de l'énergie ». La facture énergétique extérieure de la France s'est par ailleurs fortement alourdie : 53,2 milliards de francs au 1er trimestre, soit 23,7 % de plus que pour la même période de 1983. La reprise de la consommation, sensible depuis plusieurs mois dans le secteur « domestique », se manifeste également depuis le début de 1984 dans l'industrie.

Social ● Option pour les médecins à honoraires libres. - Un arrêté publié au Journal officiel du 6 mai, approuve un avenant à la convention entre les syndicats médicaux et les caisses de Sécurité sociale. Celui-ci permet jusqu'au 15 mai aux médecins praticiens de revenir aux tarifs conventionnels ou de se « déconventionner » totalement. Cette disposition répond aux demandes des syndicats médicaux (le Monde du 7 mars). Mais ceux-ci auraient souhaité, aussi que les médecins conventionnés puissent changer de statut, ce qui n'a pas été accepté.

les banques natio de leurs

FRANÇAISE En Suède Investissement croît

SOCIAL BOURSE

NEW-YORK

Irregulier

Travailé en tous sens par les diverses interprétations que provoquent les derniers commentaires sur la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, le marché new-yorkais a fait preuve d'irregulier lundi, ce qui est plutôt interprété comme un élément positif dans la conjoncture financière, où l'on s'attendait à un repli plus accentué de la cote. Celle-ci a même gagné 1,25 point, à 1.665,50 points, en fin de séance, au vu de l'indice Dow Jones des industrielles, sous l'effet de quelques achats tardifs. Les échanges ont été moins actifs que lors de la précédente séance (72,92 millions d'actions, contre 98,38 millions), mais une poignée de titres (Shell Oil, Ralston Purina, Ford Motor, Esmark et American Telephone) ont encore avoisiné, voire dépassé, le million de titres chacun.

Dans l'ensemble, les observateurs considèrent que Wall Street a bien réagi. « Je continue à escompter une demande importante sur les actions en dépit de la baisse constatée sur le marché obligataire et des craintes que peuvent susciter les besoins de refinancement du Trésor américain », conclut un analyste, faisant remarquer l'ampleur de la récente variation des fonds fédéraux, l'équivalent de notre foyer de l'argent : de 9 1/4 % à près de 11 % en une seule semaine. L'accroissement de la demande privée de capitaux résultant de la reprise économique peut peser sur le marché du crédit, estime-t-on au Big Bear, mais la nouvelle déflation de la balance commerciale américaine (en déficit de 25,8 milliards de dollars au premier trimestre 1984) constitue un autre facteur de préoccupation pour les taux d'intérêt, ajoute-t-on.

VALEURS	Cours de 4 mai	Cours de 7 mai
Alcoa	34 1/2	34 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	38 3/4	38 1/2
Chemical Bank	43 1/4	43
De Post de Belgique	48 1/4	48
Eastman Kodak	39 1/2	39 1/2
General Electric	35 1/2	35 1/2
IBM	112 1/4	112 1/2
ITT	38 1/2	38 1/2
Motor	31	31
Piper	30	30 1/2
Schweitzer	51 1/2	51 1/2
Amoco	38 1/2	38 1/2
U.S. Steel	34 1/2	34 1/2
Union Carbide	28 1/4	28 1/2
Weyerhaeuser	46	45 1/2
Xerox Corp.	40 3/4	40 1/4

Les banques nationalisées procèdent à l'élection de leurs administrateurs salariés

Conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1983 et de la circulaire du 16 février 1984 sur la démocratisation du secteur public, les 643 entreprises concernées (122 sociétés-mères et 482 filiales), comprenant les sociétés nationalisées en 1982, doivent procéder avant le 30 juin prochain à l'élection des administrateurs salariés appelés à siéger aux côtés des représentants de l'Etat et des usagers dans les futurs conseils d'administration et de surveillance constitués à cette occasion.

CHOMAGE PARTIEL : LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION ENCOURAGE LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Un décret publié dimanche 6 mai au Journal officiel encourage la réduction du temps de travail par les entreprises plutôt que le recours au chômage partiel. Ce texte, attendu depuis longtemps par les syndicats, apporte notamment deux innovations à la réglementation concernant le chômage partiel. Sur les indemnités versées par l'employeur aux salariés touchés par une telle mesure, la part prise en charge par l'Etat sera forfaitaire : auparavant, elle était proportionnelle au salaire antérieur, ce qui favorisait les rémunérations élevées. Surtout, la prise en charge de l'Etat s'appliquera « uniquement aux horaires inférieurs à 37 heures » (par semaine).

En effet, comme le précise le décret, le recours au chômage partiel est autorisé « lorsque les difficultés d'une entreprise n'auront pu trouver de solution, notamment par une réduction ou une modulation concertée des horaires de travail ». Cette disposition est contestée par le CNPF, qui estime que le chômage partiel est une mesure provisoire alors que la réduction du temps de travail a un caractère structuré ; au ministère, on fait valoir que la réglementation antérieure pénalisait la diminution des horaires, et qu'il s'agit en somme d'ouvrir une plage de négociation.

En revanche, les discussions continuent toujours au gouvernement pour trouver un compromis sur le projet de décret concernant le « chômage partiel total » (le Monde daté 8-9 avril), lui aussi attendu avec impatience par les syndicats et vivement contesté par le CNPF, qui y voit un abus des pouvoirs de l'administration.

établissements bancaires nouvellement nationalisés à procéder de même, à savoir les « trois vieilles », issues de la vague de nationalisation de l'après-guerre (Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris), les 36 banques privées englobées en février 1982 dans le secteur public élargi et les deux compagnies financières (Paribas et Suez), où l'élection sera remplacée par une désignation des nouveaux administrateurs salariés.

Ces élections ont commencé le 25 avril au Crédit commercial de France (CCF) et elles se poursuivent durant tout le mois de mai avec un taux de participation qui, de source syndicale, devrait être voisin de celui des traditionnelles consultations professionnelles (70 % en moyenne). Invoquant cette actualité, la fédération CFDT des syndicats de banques et établissements financiers, qui présente des candidats dans 36 établissements sur les 41 concernés (à elle disposait jusqu'à présent de 54 administrateurs), a tenu à dresser un rapide bilan de ces deux années de nationalisation bancaire avant d'expliquer l'importance qu'elle attachait à ces élections.

« Dans l'ensemble, le bilan est assez critique », a estimé son secrétaire général, M. Régis de Béranger, formulant un certain nombre de griefs à l'égard des rapports sociaux « qui bougent trop lentement », des têtes des directions de banques « qui n'ont pas beaucoup changé », des cadres supérieurs « étouffement conservateurs », sans oublier « les chambres patronales » (l'Association française des banques), accusées de n'avoir pas fondamentalement varié non plus, exception faite de « quelques modifications internes laborieuses et une plus grande attention à la communication ».

Aux yeux de la CFDT-banque, seuls trouvent grâce quelques exemples isolés, notamment dans les banques régionales où sont intervenus des changements réels dans la conception du rôle des banques, de leur relation avec la clientèle et de leur place dans l'économie. Ainsi, constate cette organisation syndicale, « le secteur bancaire et financier semble à l'abri des réformes », tandis que les responsables des banques et leur ministère de tutelle (un ministère « enfilé » depuis qu'il englobe l'économie, les finances et le budget, outre une direction du Trésor « toujours aussi omnipotente ») se retranchent derrière des « procédures de contrats de plan ».

Dans le secteur bancaire et financier, « à l'abri des réformes », quelques points positifs ont été relevés dans le fonctionnement des conseils d'administration bimestriels, tels que la création de commissions de travail sur des sujets divers (informatique, critères d'octroi de crédits...), mais les récents projets de rapprochement entre banques nation-

FO va diriger un grand nombre de caisses locales de sécurité sociale

Communi pour les organismes nationaux, les présidences et vice-présidences (1) des caisses locales (caisses primaires d'assurance-maladie et caisses d'allocation familiale) et régionales de sécurité sociale ont été « monopolisées », avec l'appui de l'alliance du CNPF, par les syndicats dits « réformistes » (FO, CGC, CFTC), vainqueurs des élections du 19 octobre 1983 aux conseils d'administration. C'est ce qui ressort d'un bilan provisoire portant sur les résultats des deux tiers des caisses. Ainsi, l'alliance de fait qui a gouverné la Sécurité sociale de 1967 à 1983 sera sans doute reconduite sur le plan local comme sur le plan national.

Force ouvrière, forte de son succès électoral, ramporte à elle seule quarante-huit présidences de caisses primaires (sur quatre-vingt-deux), vingt-huit présidences d'allocations familiales (sur soixante-douze) et sept présidences de caisses régionales (sur douze), alors qu'elle n'en détenait auparavant que trente et une, quinze et quatre respectivement. Cette « prise de pouvoir » par des responsables locaux a suscité quelque inquiétude chez les dirigeants confédéraux, qui soulignent que, dans une période difficile, on ne laisse pas en dehors la CGT et la CFDT.

En fait, la CGT, arrivée pourtant en tête des élections, et la CFDT, qui était en troisième position (après FO), risquent d'être pratiquement exclues des responsabilités ; la CGT n'a obtenu jusqu'à présent qu'une présidence de caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) et une vice-présidence de CAF, la seconde, deux vice-présidences (une CPAM, une CAF).

En revanche, la CGC et surtout la CFTC progressent. La CFTC, en particulier, a déjà davantage de présidences (11 CPAM, 19 CAF, une caisse régionale) qu'elle n'en détenait auparavant (7 CPAM, 6 CAF). La CGC retrouve presque le nombre de présidences qu'elle détenait déjà ; elle devrait donc elle aussi dépasser

FO va diriger un grand nombre de caisses locales de sécurité sociale

ce score lorsque les élections auront eu lieu dans toutes les caisses. Le CNPF avait annoncé son intention de ne pas briguer de présidence, sauf dans les URSSAF, chargées du recouvrement des cotisations. En fait, certains représentants des employeurs (CNPF ou CGPME) se sont laissés convaincre de prendre ou de reprendre de tels postes là où les salariés n'ont pu se mettre d'accord ou trouver un « bon » président : cinq dans les CPAM, autant dans les CAF et deux dans les caisses régionales. Parallèlement, le patronat a déjà retrouvé le même nombre de vice-présidences qu'auparavant : il est un président « salarié » et six, cette élection a été compensée par celle d'un vice-président « employeur ».

Cette redistribution s'est faite au détriment de l'UNAF, qui a jusqu'à présent obtenu que deux présidences et trois vice-présidences de caisses d'allocations familiales (contre une vingtaine de chaque, auparavant) et des travailleurs indépendants. En revanche, plusieurs représentants de la fédération nationale de la mutualité française ont été élus à la présidence de caisses primaires.

(1) Lorsque plusieurs vice-présidents ont été élus, il s'agit de la première vice-présidence.

« M. Gattaz déplore la « baisse d'audience » du syndicalisme. — Au cours d'une conférence de presse à Montréal, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a déclaré, lundi 7 mai, que « l'audience syndicale dans le monde, et particulièrement en France » était « en train de baisser ». Un phénomène eucoréen « occulté », selon lui, dans notre pays, parce que les syndicats ont été « institutionnalisés et monopolisés par le gouvernement dans le secteur public et nationalisé ». Cependant, a-t-il ajouté, les chefs d'entreprise « ne doivent pas se réjouir » de cette baisse d'audience, mais innover davantage en matière de politique sociale pour combler le vide.

Que savez-vous du verre ?

La légèreté du verre, un argument de poids.



Deux paires de lunettes pour la même correction. A gauche, du plastique, à droite, du verre spécial à haut indice de réfraction.

Les verres de lunettes peuvent être puissants sans pour autant être épais. Grâce aux nouveaux verres à haut indice de réfraction de Schott, l'épaisseur des verres de lunettes a pu être réduite de façon sensible. Par exemple, des verres de moins de 8 dioptries n'ont plus que 7 mm d'épaisseur aux extrémités. Pour obtenir la même correction avec du plastique, l'épaisseur sera supérieure de 60%. Autre avantage du verre à haut indice de réfraction par rapport aux verres traditionnels : il est jusqu'à 10% plus léger. Les lunettes équipées de ce verre sont non seulement plus performantes mais aussi plus esthétiques.

Nous répondons de ce fait aux besoins de chacun par un verre approprié. Nos recherches nous permettent aujourd'hui de réaliser des verres multifocaux dans lesquels nous intégrons des verres aux indices de réfraction différents sans que cela se remarque. Dans un autre secteur, nous produisons des verres photochromiques dont la sensibilité varie en fonction de la luminosité. Le verre spécial pour l'ophtalmologie n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées : nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

Le Groupe SCHOTT:
34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de francs.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers - 92110 Clichy.

SCHOTT

Nous perfectionnons sans cesse le verre.

ÉTRANGER

En Suède

L'investissement croît, l'inflation aussi

De notre correspondant

Stockholm. — Selon le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt, le redressement de l'économie suédoise est plus rapide qu'escompté. Pour l'ensemble de 1984, le gouvernement prévoit maintenant une croissance de 2,8 % du produit intérieur brut, une augmentation en volume de 7,4 % des exportations, un excédent d'environ 15 milliards de couronnes (autant de francs français) de la balance commerciale et, ce qui est plus intéressant, une progression de 15 % des investissements industriels qui avaient chuté, au total, de 30 % depuis 1980.

Toutefois, d'après le ministre, la situation, satisfaisante pour le moment, est encore « précaire ». Les bons résultats actuels peuvent vite se dégrader si le gouvernement ne réussit pas à juguler l'inflation, qui, au mois de mars, avoisinait les 9 % en rythme annuel. L'objectif des sociaux-démocrates était de limiter la hausse des prix à 4 % en 1984 et à 3 % en 1985. Mais les augmentations de salaires, plus fortes que prévu, et surtout les dispositions des conventions collectives permettant par exemple à une catégorie de salariés d'exiger un supplément ou une révision des accords signés si les employés d'un autre secteur obtiennent des majorations de revenus supérieures, embarrassent sérieusement le ministre des finances.

Le blocage des prix décidé le 12 avril (le Monde du 14 avril) permettra au mieux d'enrayer une nouvelle flambée d'inflation cette année et de la limiter à environ 6 %, mais il risque aussi de provoquer une explosion des prix en 1985. M. Feldt est

apparemment conscient du danger et il n'exclut pas diverses mesures de réduction de la consommation privée et des dépenses publiques, et même une hausse des impôts, bien que les prélèvements obligatoires représentent déjà 51 % du PNB.

Enfin, malgré une légère amélioration ces deux derniers mois, les sociaux-démocrates n'ont réussi qu'à freiner tout juste l'augmentation du chômage, ce qui cadre mal avec les promesses de retour au plein emploi faites pendant la campagne électorale. En mars, 134 000 Suédois, soit 3,1 % de la main-d'œuvre active, étaient sans travail, et 150 000 autres — chiffre record — étaient en voyage ou employés à des travaux de dépannage. Près de 3 milliards de couronnes vont être prochainement dégagés pour financer la création de 30 000 nouveaux emplois artificiels. En fait, le taux de chômage est proche de 9 %.

ALAIN DEBOVE.

« Découverte de pétrole en large des côtes chinoises. — La compagnie Exxon a découvert, pour la première fois, du pétrole dans l'embouchure de la rivière des perles, l'une des zones les plus prometteuses de l'« off-shore » chinois, où de nombreuses compagnies étrangères se sont vues accorder des permis. L'agence Chine nouvelle, qui a annoncé cette découverte, n'a pas précisé son avenir, mais la compagnie BP avait découvert des traces de pétrole, dans cette zone, mais en quantités insuffisantes pour être commercialisées. — (AFP.)

سكوا من الأصل

